

Cote du document:	EB 2018/123/R.7
Point de l'ordre du jour:	4 c)
Date:	23 mars 2018
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

République kirghize

Programme d'options stratégiques pour le pays 2018-2022

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Khalida Bouzar
Directeur de la Division Proche-Orient,
Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Fonctionnaire principale
de l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb@ifad.org

Mikael Kauttu
Chargé d'appui au programme de pays
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2673
courriel: m.kauttu@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-troisième session
Rome, 16-17 avril 2018

Pour: Examen

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte des zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé	iv
I. Diagnostic concernant le pays	1
A. Pauvreté rurale et sécurité alimentaire	1
B. L'agriculture repose sur les petites exploitations	1
C. Défis et opportunités	1
D. Difficultés rencontrées par les petits éleveurs	2
II. Enseignements et résultats précédents	3
A. Enseignements	5
III. Objectifs stratégiques	6
IV. Résultats durables	9
A. Ciblage et problématique hommes-femmes	9
B. Reproduction à plus grande échelle	10
C. Participation à l'élaboration des politiques	10
D. Ressources naturelles et changements climatiques	10
E. Agriculture et développement rural tenant compte des enjeux nutritionnels	11
V. Réussite de la mise en œuvre	11
A. Cadre de financement	11
B. Suivi-évaluation	12
C. Gestion des savoirs	12
D. Partenariats	12
E. Innovations	13
F. Coopération Sud-Sud et triangulaire	13
Appendices	
I. COSOP results management framework 2018-2022	1
II. COSOP preparation process including preparatory studies, stakeholder consultation and events	3
III. Country at a glance	6
IV. Concept note: Resilient Pastoral Livelihoods Resilience Project (RPLRP)	8
V. CN: RPLRP Log Frame	13
Dossiers clés	
Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole/rural)	16
Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats analysis) (Matrice des organisations [analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	19
(Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariat)	
Dossier clé 3: Complementary donor initiatives/partnership potential	24
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Détermination du groupe cible, questions prioritaires et réponses possibles)	27

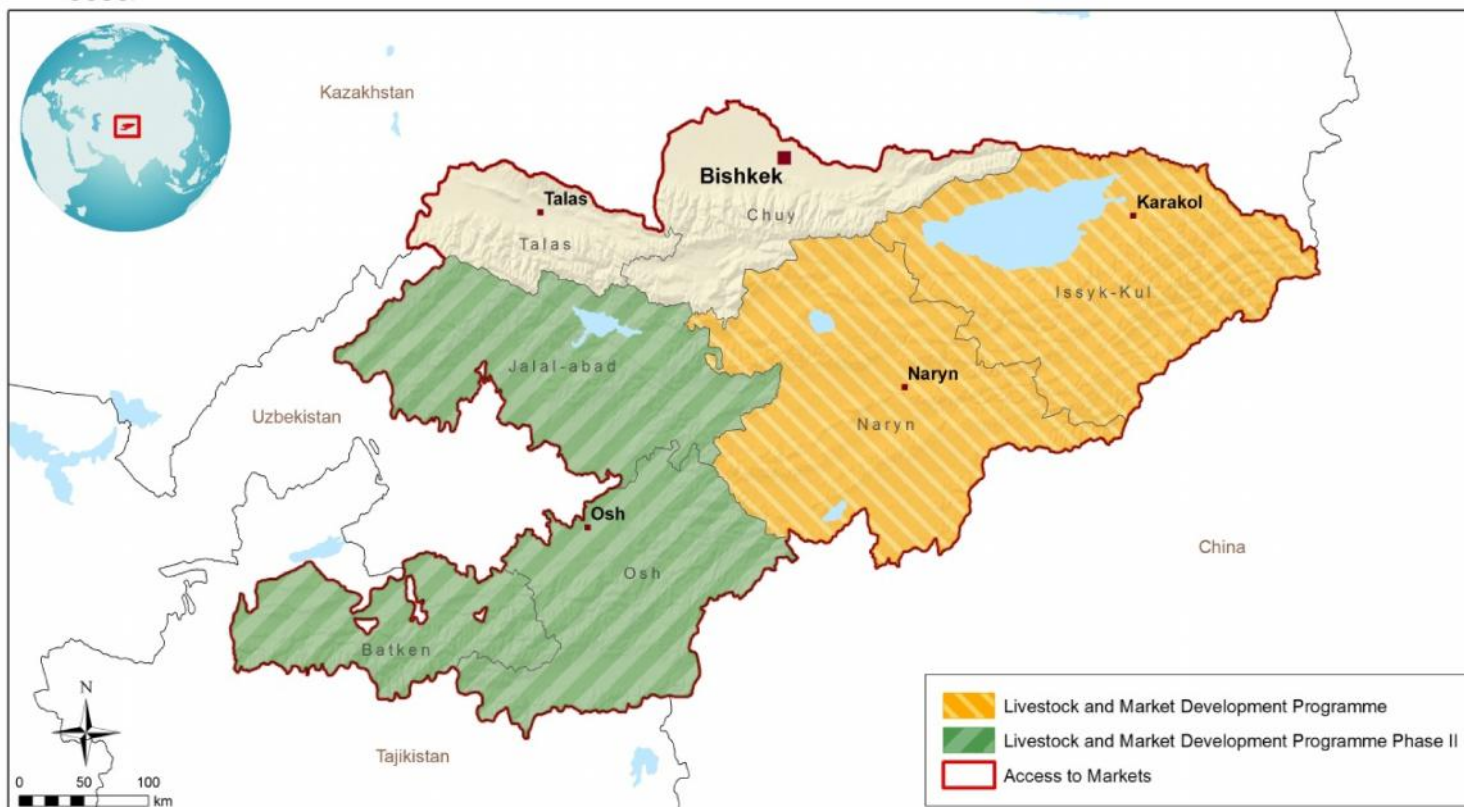
Sigles et acronymes

BAsD	Banque asiatique de développement
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
UEE	Union économique eurasiatique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HACCP	Analyse des risques et maîtrise des points critiques
ODD	Objectifs de développement durable
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UUP	Union d'usagers des pâturages

République kirghize

Opérations en cours financées par le FIDA

COSOP



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

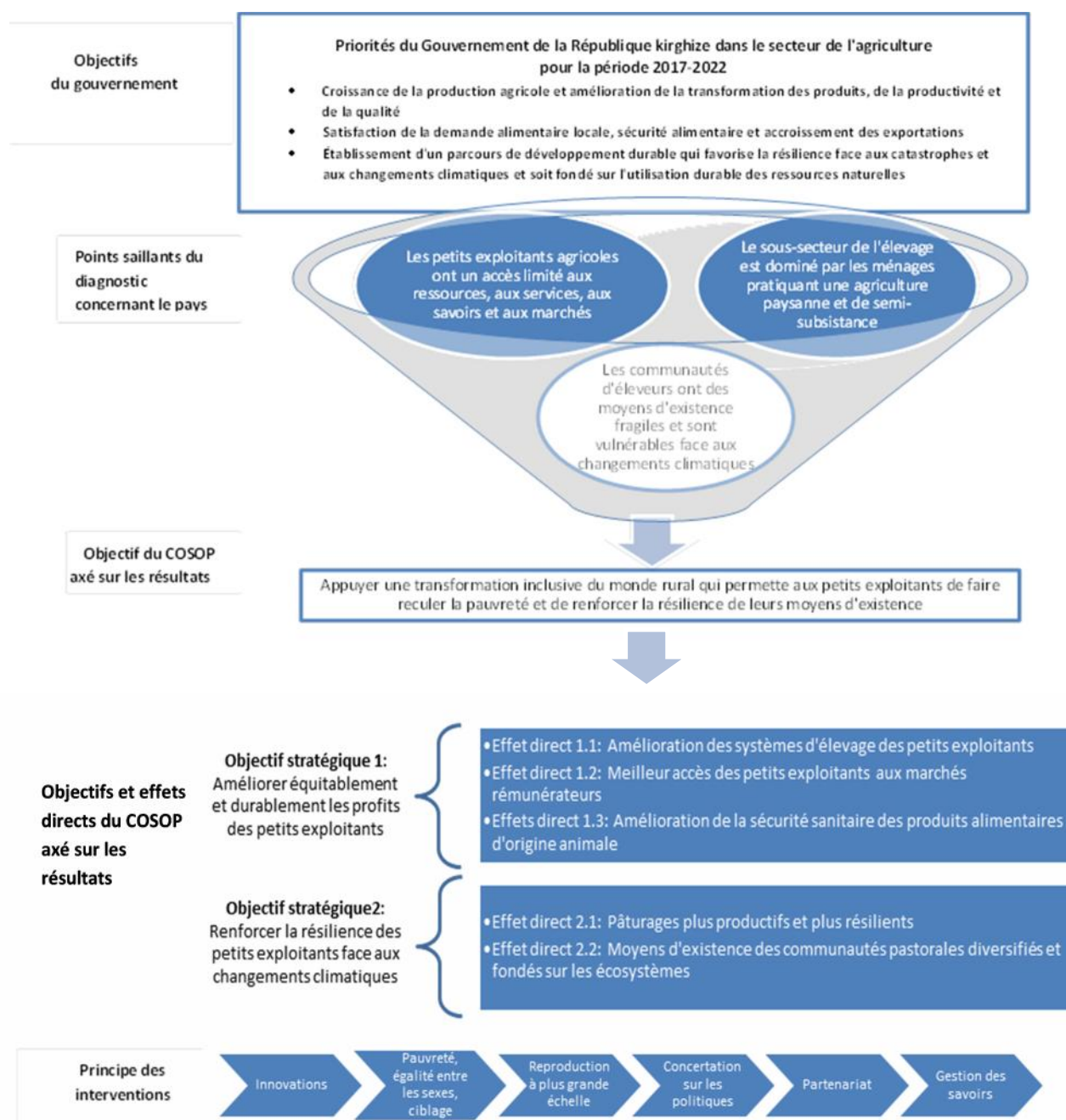
Source: FIDA; 12/01/2018

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Résumé

1. **Objectif.** Sur la base des dimensions stratégiques exposées dans la note de stratégie de pays élaborée en 2016, le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats décrit les interventions du FIDA en République kirghize pour la période 2018-2022. Le COSOP appuie la Stratégie nationale de développement durable 2018-2040 du Kirghizistan ainsi que le projet de programme de développement agricole 2017-2020 du pays. L'accent est placé sur les activités qui tirent parti de l'avantage comparatif du FIDA et contribuent à renforcer des moyens de subsistance rémunérateurs, durables et résilients, pour permettre aux populations rurales de surmonter la pauvreté et de parvenir à la sécurité alimentaire.
2. **Diagnostic concernant le pays.** La pauvreté est omniprésente au Kirghizistan. Plus de 60% des habitants des zones rurales sont pauvres ou exposés au risque de pauvreté. La principale source d'emplois est l'agriculture, et les petits exploitants agricoles représentent la majorité des producteurs. L'élevage joue un rôle crucial dans leur sécurité alimentaire et tient lieu de filet de protection sociale. Cependant, les moyens d'existence des communautés d'éleveurs sont fragiles, car celles-ci possèdent peu d'actifs et, dans les zones de pâturages montagneuses reculées, n'ont guère de débouchés économiques. Les petits exploitants ne jouissent que d'un accès limité aux ressources, aux savoirs et aux marchés.
3. **Objectif du COSOP et objectifs stratégiques.** Le Gouvernement kirghize souscrit à la priorité systématiquement accordée par le FIDA au secteur de l'élevage, qui s'appuie sur les succès enregistrés dans le cadre des projets antérieurs et en cours du portefeuille. Les autres donateurs privilégient plutôt l'irrigation, l'horticulture, les agroentreprises et la finance rurale. La finalité du COSOP est de promouvoir une transformation inclusive du monde rural, qui permette aux petits exploitants de faire reculer la pauvreté et de renforcer la résilience de leurs moyens d'existence. À cet effet, deux objectifs stratégiques interdépendants ont été définis: i) améliorer équitablement et durablement les profits des petits exploitants; et ii) renforcer la résilience des petits exploitants face aux changements climatiques.
4. **Investissements du FIDA.** Le COSOP table sur un seul projet d'investissement au titre du cycle 2019-2021 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), d'une valeur totale d'environ 50 millions d'USD, dont 25 millions d'USD seraient financés par le FIDA.
5. **Concertation sur les politiques.** Les résultats du programme du FIDA serviront à étayer la concertation sur les politiques dans trois domaines: la gestion participative des pâturages, la sûreté alimentaire et l'accès des petits exploitants aux intrants améliorés, aux technologies, aux services et aux marchés, grâce à des partenariats public-privé-producteurs (4P). Le Fonds sera ainsi en mesure de convaincre les décideurs, au niveau public et communautaire, qu'il est préférable d'éliminer les obstacles freinant le développement de l'élevage plutôt que d'augmenter le nombre d'animaux si l'on souhaite améliorer la production du secteur tout en préservant les pâturages fragiles.

Figure 1
COSOP 2018-2022 pour le Kirghizistan



République kirghize

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Diagnostic concernant le pays

A. Pauvreté rurale et sécurité alimentaire

1. Le Kirghizistan comptait 6 millions d'habitants en 2015, avec une population active de 2,5 millions de personnes dont 66% vivent en milieu rural. Douze pour cent de la population active rurale est sans emploi. En 2015, les pouvoirs publics ont estimé que 700 000 habitants avaient émigré au Kazakhstan ou en Russie en quête de travail. Les flux d'envois de fonds constituent une bouée de sauvetage pour de nombreuses familles de migrants et représentent 30% du PIB du pays. Entre 2005 et 2015, le pourcentage de la population vivant avec moins de 2,50 USD par jour est passée de 66% à 32%, mais la majorité des habitants demeurent exposés au risque de pauvreté. Par ailleurs, 70% des personnes pauvres vivent dans les zones rurales, où le salaire moyen est trois fois plus faible que la moyenne nationale.

B. L'agriculture repose sur les petites exploitations

2. En 2015, 400 000 petites exploitations agricoles étaient répertoriées en tant qu'exploitations paysannes¹ ou familiales². L'agriculture constitue la deuxième source de revenus pour les ménages de petits exploitants. Les petites exploitations agricoles fournissent 98% de la production agricole brute du pays, également répartie entre production végétale et production animale.
3. L'élevage est le pilier économique des ménages. La production animale revêt une grande importance économique pour les ménages ruraux pauvres: en 2015, 87% des produits de l'élevage provenaient de petites exploitations agricoles.

C. Défis et opportunités

4. Les denrées agroalimentaires peuvent jouer un rôle important à l'export. Le Kirghizistan a adhéré à l'Union économique eurasiatique (UEE) en 2015 et a présenté sa candidature pour bénéficier du nouveau Système de préférences généralisées de l'Union européenne. Ces marchés pourraient considérablement élargir les débouchés commerciaux du pays. Les exportations agroalimentaires, quoique notables, ont chuté de 22% en 2016 en raison des nouvelles réglementations appliquées par l'UEE. Le Kirghizistan exporte 42% du lait qu'il produit. Néanmoins, 80% des produits laitiers exportés consistent en lait pasteurisé liquide de faible valeur vendu en gros. Il existe une forte demande intérieure et régionale concernant les fromages à pâte dure et semi-dure produits dans le pays.
5. Qualité et sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le Kirghizistan a mis en place des cadres institutionnels essentiels en matière de sécurité sanitaire des aliments, mais peine à les appliquer, faute de ressources, d'infrastructures adéquates et de capacités nécessaires, notamment à l'échelle sous-régionale. En tant que membre de l'UEE, le Kirghizistan doit mettre en œuvre des protocoles d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (HACCP) et respecter les normes établies par l'Organisation internationale de normalisation. La plupart des entreprises alimentaires ne disposent pas des connaissances, des capacités, des compétences et des infrastructures suffisantes pour appliquer les protocoles HACCP.

¹ Entrent dans la catégorie des exploitations paysannes les exploitations de 1 à 10 hectares créées en dehors du cadre institutionnel en vertu de la nouvelle législation (post-1992) concernant l'attribution de terres des réserves nationales aux candidats possédant les qualifications requises.

² Entrent dans la catégorie des exploitations familiales les petites exploitations de moins de 0,5 hectare qui produisent essentiellement à des fins d'auto-subsistance, vendent les excédents et sont gérées par des habitants des zones rurales (employés d'entreprises agricoles, employés des services ruraux, retraités).

D. Difficultés rencontrées par les petits éleveurs

6. La productivité de l'élevage est loin de son niveau potentiel. Les petits exploitants ne tirent que de maigres revenus de leur cheptel en raison de la faible productivité de la production laitière (2 010 litres par vache et par an) et de l'abattage (285 kg de poids vif en moyenne). Ces chiffres s'expliquent principalement par la pauvreté du régime alimentaire des animaux, surtout en hiver, outre les maladies animales et la faible productivité des races élevées.
7. Base de l'alimentation animale. Les petits exploitants pourraient tirer de leur cheptel des gains bien plus importants s'ils pouvaient disposer de quantités suffisantes d'aliments pour animaux et si ces aliments étaient de meilleure qualité. Actuellement, le pâturage est complété par l'apport de foin de mauvaise qualité, les graminées vivaces fournissant plus de 80% de la base fourragère nationale. Les concentrés sont utilisés en hiver pour les vaches laitières et pour l'embouche. La production de fourrage et de céréales fourragères a augmenté en même temps que le cheptel mais n'en reste pas moins insuffisante. Les besoins en céréales fourragères sont importants, s'élevant à environ 0,75 million de tonnes par an, mais les ménages possèdent peu ou pas de terres, ce qui favorise la dégradation des pâturages.
8. Autres difficultés rencontrées par les petits exploitants:
 - vu la disponibilité réduite de semences de qualité, le Kirghizistan affiche de faibles taux de remplacement des semences, entraînant de faibles rendements pour les fourrages et les cultures fourragères;
 - les services de recherche et de vulgarisation agricoles sont rares et opèrent principalement dans le cadre de projets de donateurs, ce qui limite le transfert de connaissances et les services d'appui consultatif;
 - globalement, l'accès aux machines agricoles ne répond qu'à 50-60% des besoins avec, en conséquence, une perte de productivité des cultures de l'ordre de 20 à 30%;
 - les petits exploitants vendent de petites quantités de produits à bas prix sur les marchés locaux ou à des intermédiaires, car ils ne sont pas en mesure de répondre aux exigences du marché; et
 - les pertes après récolte (collecte, transport et entreposage) peuvent représenter 30 à 40% de la production. La transformation des produits à l'intérieur du pays est limitée.
9. Diversification. Les systèmes d'élevage des petits exploitants ne sont pas suffisamment diversifiés. Par exemple, l'augmentation de la production avicole locale constituerait une approche ayant un bon rapport coût-efficacité pour améliorer la nutrition et générer des revenus. De même, en aidant les communautés pastorales à se lancer dans la production de fruits et de fruits à coque, l'agriculture biologique, la gestion de pépinières d'arbres fruitiers, l'apiculture ou d'autres activités, on pourrait améliorer la nutrition, faire progresser les revenus des éleveurs pastoraux et renforcer la résilience face aux changements climatiques.
10. Changements climatiques et catastrophes naturelles. Le Kirghizistan est exposé aux catastrophes naturelles d'origine climatique qui compromettent les revenus agricoles, en particulier dans les zones montagneuses. Selon une étude du FIDA³, la température a augmenté de 0,8°C au cours du siècle dernier et l'on prévoit une hausse de la température annuelle moyenne de 2°C en moyenne d'ici à 2020 et de 4 à 5°C d'ici à 2100. Une réduction de 12% des précipitations

³ The climate change impact on Kyrgyz pasture and livestock systems, FIDA, 2013.

annuelles est attendue d'ici à 2020, baisse qui pourrait tripler à l'horizon 2050. Ces changements favoriseront les épisodes de sécheresse, les vagues de chaleur et les phénomènes météorologiques extrêmes. Les pâturages et le cheptel kirghizes pâtissent de plus en plus des effets de l'accélération des changements climatiques.

II. Enseignements et résultats précédents

11. Interventions du FIDA au Kirghizistan. En 1996, le Kirghizistan est devenu un membre du FIDA, lequel a financé depuis lors cinq programmes, pour un montant total de 72,5 millions d'USD, qui ont profité à un demi-million de ménages ruraux. Entre 1996 et 2011, le FIDA a cofinancé trois projets de la Banque mondiale à hauteur de 20,4 millions d'USD. Durant cette période, la stratégie de pays du FIDA a visé à réduire la pauvreté rurale en améliorant les conditions et le niveau de vie des populations rurales pauvres. Les objectifs de la stratégie portaient sur la gestion des ressources naturelles, l'accès des personnes pauvres aux services financiers, le développement des microentreprises rurales, la privatisation des terres et les droits de propriété foncière.
12. La deuxième génération d'interventions du FIDA au Kirghizistan, qui a débuté en 2011, a placé un accent stratégique sur l'appui en faveur du sous-secteur de la production animale, aux fins de l'amélioration de la productivité de l'élevage, du renforcement de la résilience des communautés pastorales face aux changements climatiques, et de l'intégration des petits éleveurs à des marchés rémunérateurs. Le FIDA a financé le Programme de développement de l'élevage et des marchés (phases I et II) au moyen d'un prêt, d'un montant de 21 millions d'USD, et d'un don du même montant. Le FIDA a également octroyé un don de 10 millions d'USD au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne pour financer des activités relatives à la résilience climatique. L'intervention la plus récente du FIDA dans le pays est le Projet d'amélioration de l'accès aux marchés, qui devrait débuter au second semestre 2018 grâce à un financement du FIDA de 25,4 millions d'USD (12,7 millions d'USD sous forme de prêt, 12,7 millions d'USD sous forme de don).

Résultats et impact

13. Grâce au déploiement d'experts et à l'appui à l'exécution, le FIDA a contribué à la mise en place d'un cadre politique et législatif favorable à une gestion des pâturages plus équitable sur le plan social et plus durable sur le plan de l'environnement (loi sur les pâturages de 2009). L'adoption de cette loi a représenté un grand pas en avant dans la gestion des pâturages. Les éléments essentiels des nouvelles dispositions sont notamment les suivants: i) la délégation des pouvoirs des administrations régionales (oblast) et des administrations de district (rayon) aux administrations locales, pour ce qui concerne la gestion des pâturages; ii) la délégation des pouvoirs des administrations locales aux comités d'éleveurs, pour ce qui concerne la gestion des pâturages; iii) un accès plus équitable aux droits de pâture grâce à une représentation diversifiée de tous les types d'usagers des pâturages dans les comités d'éleveurs; iv) l'élaboration obligatoire de plans communautaires de gestion des pâturages par les comités d'éleveurs; v) l'attribution de droits d'utilisation des pâturages au moyen de "tickets" précisant le nombre de jours de pâturage autorisés ainsi que les parcours à respecter pour chaque détenteur de ticket; et vi) l'application de redevances d'utilisation durable des pâturages, fixées de manière à couvrir les coûts d'investissement et de gestion.
14. Depuis lors, 454 unions d'usagers des pâturages (UUP) ont été créées, dont 125 par les soins du FIDA durant la première phase du Programme de développement de l'élevage et des marchés, sur 3 286 000 hectares (approbation en décembre 2012), puis 189 pendant la deuxième phase, sur 2 773 000 hectares (approbation en décembre 2013). Ensemble, les deux phases du programme couvrent 66% de la surface totale de pâturages du pays (9 millions d'hectares).

La Banque mondiale a adopté une approche similaire et appuyé la création de 140 UUP sur 1 296 000 hectares dans le cadre du Projet de gestion et d'amélioration des pâturages et de l'élevage approuvé en septembre 2014. Les usagers des pâturages sont des membres à part entière des UUP, qui disposent chacune d'un comité exécutif local. Les comités et les membres des UUP, épaulés par les autres parties prenantes, sont parvenus à améliorer l'état des pâturages, à assurer l'entretien des ponts et des chemins de passage des troupeaux, ainsi qu'à améliorer l'accès aux services d'appui à l'élevage.

15. En 2015, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a procédé à une évaluation de la performance du Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole. L'évaluation a conclu que la gestion communautaire des pâturages, que le FIDA soutenait en collaboration avec les pouvoirs publics et la Banque mondiale, était une approche novatrice et adaptée aux conditions locales et régionales. Cette évaluation a également permis de constater que les opérations du FIDA étaient particulièrement pertinentes compte tenu des besoins et des priorités du pays, qu'elles étaient bien ciblées et qu'elles intégraient les petits exploitants ainsi que les ménages pauvres et marginalisés.
16. L'évaluation de performance de projet et les conclusions des missions de supervision et des examens à mi-parcours effectués par le FIDA ont confirmé que le Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole et les deux phases du Programme de développement de l'élevage et des marchés avaient considérablement contribué à la réforme de la gouvernance des pâturages et à ses incidences positives sur l'autonomisation et sur les institutions et politiques liées à la réforme des pâturages. Par exemple, en 2016, 109 des 125 UUP situées dans les zones cibles de la première phase du Programme de développement de l'élevage et des marchés ont fait paître le bétail en respectant la capacité de charge des pâturages et le principe de rotation saisonnière des pâturages. Cette rotation saisonnière a permis la mise en repos et la régénération d'environ 340 000 hectares de pâturages en 2016 et de plus de 210 000 hectares en 2017. De plus, la collecte des droits de pâture a augmenté de près de 250% et le nombre de conflits liés aux pâturages a diminué. Les actifs ont considérablement progressé avec la possession d'animaux d'élevage qui a fait un bond de 74%. L'approche de mobilisation sociale inclusive a permis aux femmes de participer activement aux projets et d'en tirer profit, notamment du point de vue de l'accès aux pâturages, de l'autonomisation économique et de la sécurité alimentaire. En outre, les taux d'incidence de la brucellose et de l'échinococcose chez les animaux ont diminué de près de cinq fois et de 20% respectivement depuis 2011. Le taux de mortalité imputable aux maladies a reculé de 85% en moyenne chez les ovins et les caprins et de 90% chez les bovins. Le régime alimentaire s'est amélioré, avec une augmentation de la consommation de viande et de produits laitiers qui est passée d'environ 7% à 9% entre 2014 et 2016, et les petits pasteurs ont vu leurs actifs, mesurés en unités de bétail, progresser de 74% en moyenne.
17. Avantage comparatif du FIDA au niveau du pays. Les pouvoirs publics reconnaissent que le FIDA est un partenaire de développement essentiel dans le sous-secteur de l'élevage et apprécie l'approche intégrée qu'il adopte pour traiter les questions tant au niveau politique et législatif qu'au niveau local. Ils considèrent que le Fonds est un pourvoyeur régulier non seulement d'appui financier, mais aussi d'innovations, de connaissances et de données d'expérience acquises dans le monde entier, et qu'il est capable de mettre les petits exploitants en relation avec les institutions universitaires, les institutions de savoirs, les responsables politiques et les législateurs.

18. Risques et gestion des risques. Les risques majeurs susceptibles de compromettre les performances du COSOP sont synthétisés dans le tableau 1.

Tableau 1

Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Accaparement par les élites des avantages du programme, en particulier les niveleuses, les bulldozers et les camions destinés à l'entretien des infrastructures rurales	Élaboration des plans communautaires de gestion des pâturages et de développement de l'élevage selon une démarche participative, transparente et axée sur la demande. Intégration de mesures ciblant les pauvres, les femmes, les jeunes et d'autres groupes vulnérables dans toutes les activités. Campagne de sensibilisation et transparence totale des activités du projet (conseils d'information communautaires, bulletins et mesures de responsabilité sociale).
Viabilité des institutions et services à assise communautaire	Appui aux politiques et lois nationales. Renforcement des capacités en gestion organisationnelle. Appui au renforcement de la base d'actifs et à la viabilité financière. Introduction de l'obligation de rendre des comptes à tous les groupes de populations concernés et aux réseaux d'utilisateurs.
Les petits exploitants ne bénéficient pas des marchés	Participation du FIDA aux partenariats et à la concertation ayant trait aux politiques en vue de promouvoir le caractère inclusif des politiques et des régimes commerciaux. Appui du FIDA en faveur d'un renforcement des capacités pour que les produits alimentaires satisfassent aux normes de sécurité sanitaire ainsi qu'aux exigences du marché de l'UEE. Renforcement des connaissances et des capacités des principales parties prenantes pour faciliter l'accès aux marchés.

A. Enseignements

19. Le passage d'une gestion centralisée des ressources en pâturages à une gestion par les usagers est continuellement entravé par des questions d'intérêts. En outre, l'environnement régissant la gestion des ressources en pâturages se caractérise par une mauvaise gouvernance et par la faiblesse des institutions publiques. Pour que le nouveau système de gestion par les usagers soit à la fois viable et inclusif, il est essentiel d'apporter un appui constant aux principes d'équité au niveau des politiques, de la législation et des pratiques.
20. Il existe dans les communautés une forte demande d'investissements en faveur des infrastructures pastorales. Dans le cadre du Programme de développement de l'élevage et des marchés, ce type d'investissement a permis d'obtenir des résultats tangibles, en améliorant l'accès aux pâturages inutilisés et en donnant aux membres des UUP de bonnes raisons de s'acquitter de droits de pâture.
21. Les UUP communautaires rendues autonomes grâce à un cadre juridique favorable, la mobilisation sociale et le renforcement des capacités garantissent un accès équitable aux pâturages ainsi que leur gestion durable. Cependant, un travail intensif de sensibilisation s'impose pour faire comprendre la nécessité d'améliorer la productivité des animaux et des pâturages plutôt que d'augmenter le nombre d'animaux.
22. La démarche qui consiste à faire participer activement les femmes grâce à des mesures de ciblage et d'appui s'est avérée efficace et propre à induire un changement s'agissant de parvenir à un impact durable. Néanmoins, la fixation de quotas de femmes dans les comités d'utilisateurs des pâturages ne constitue pas une mesure suffisante. Ces quotas doivent s'accompagner de mesures ciblées de sensibilisation, de renforcement des capacités et d'incitation économique afin de garantir une véritable participation des femmes.
23. Comme mentionné dans l'évaluation de la performance du projet, certaines recommandations clés ont déjà été prises en compte et intégrées jusqu'à un certain point à la conception du Programme de développement de l'élevage et des marchés (phases I et II en cours), notamment avec l'approche de gestion participative des pâturages et la prise en compte des questions d'égalité entre les

sexes. En outre, deux recommandations du Bureau indépendant de l'évaluation seront hautement prioritaires lors de l'exécution du programme relevant du présent COSOP: i) la recommandation préconisant un suivi-évaluation adéquat et le déploiement systématique d'efforts dans les projets en cours et les futurs projets pour générer des données relatives aux effets directs et à l'impact, notamment sur la productivité de l'élevage, les revenus agricoles et l'évolution de l'état des pâturages; et ii) la recommandation préconisant une coordination étroite et permanente avec les projets financés par des donateurs (tels que le Projet de gestion et d'amélioration des pâturages et de l'élevage financé par la Banque mondiale), afin d'assurer la cohérence des approches en matière de couverture nationale, à l'appui de la réforme des pâturages et de la lutte contre les maladies animales.

III. Objectifs stratégiques

24. Le présent COSOP s'appuie sur les dimensions stratégiques exposées dans la note de stratégie de pays qui a été élaborée en 2016, en étroite collaboration avec les principales parties prenantes du pays. L'objectif global de cette note était de contribuer à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la croissance économique dans les communautés pastorales. Elle présentait deux objectifs stratégiques. Le premier était l'amélioration de la productivité de l'élevage et de la résilience des communautés pastorales face aux changements climatiques, concrétisée par des profits plus élevés et équitables au bénéfice des éleveurs. Le second était l'amélioration de l'accès et de l'intégration des petits éleveurs à des marchés rémunérateurs avec, à la clé, des profits plus importants et équitables. Ces deux objectifs demeurent valables pour la période visée par le COSOP proposé.
25. Trois grands critères de sélection ont été retenus pour cibler le COSOP: i) la cohérence avec les stratégies publiques, afin d'assurer une forte appropriation par le pays – la Stratégie nationale de développement durable 2018-2040 et le Plan d'action 2017-2022 sont en cours d'élaboration et des consultations avec l'administration ont confirmé que ces stratégies étaient fondées sur le projet de programme de développement agricole 2017-2020; ii) l'harmonisation avec les priorités déterminées dans le diagnostic concernant le pays, en vue d'obtenir un impact maximal; et iii) l'avantage comparatif du FIDA et sa spécialisation au regard des autres partenaires de développement. Les consultations menées avec les principaux partenaires de développement ont confirmé que le COSOP est en adéquation avec les objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 1 (pas de pauvreté), l'ODD 2 (faim "zéro"), l'ODD 5 (égalité des sexes) et l'ODD 13 (action climatique).
26. Sur la base de ces critères de sélection clés, le Gouvernement kirghize – par l'entremise du Ministère de l'agriculture, du Ministère des finances, du Ministère de l'économie et de l'Agence d'État pour la protection de l'environnement et la foresterie – souscrit entièrement à la priorité systématiquement accordée par le Fonds au secteur de l'élevage. Les autres donateurs, notamment la Banque islamique de développement, la Banque asiatique de développement (BAsD), l'Agence allemande de coopération internationale, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Coopération sud-coréenne pour le développement et l'Agence des États-Unis pour le développement international, tendent à privilégier l'irrigation, l'horticulture, l'agroalimentaire et la finance rurale (voir dossier clé 3).
27. L'attention que le FIDA porte actuellement au sous-secteur de l'élevage s'explique non seulement par les succès que le Fonds a enregistrés dans le cadre de ses interventions antérieures et actuelles, comme indiqué dans la partie A du présent document, mais aussi par le potentiel élevé du sous-secteur si les problèmes

évoqués précédemment sont résolus. Il ressort d'une étude de la Banque mondiale⁴ que si les obstacles ayant trait à la nutrition, aux maladies et à la gestion étaient surmontés, la production du sous-secteur de l'élevage s'en verrait considérablement augmentée: la production de lait, de mouton et de bœuf pourrait progresser de 70%, 60% et 50% respectivement.

28. Le développement et la productivité de l'élevage dépendent principalement de l'utilisation durable et de la productivité des pâturages. Dans la mesure où plus de 70% des animaux se nourrissent dans des prairies fourragères naturelles, les pâturages jouent un rôle essentiel en fournissant le fourrage. Comme indiqué antérieurement dans la partie III, sur les 9 millions d'hectares de pâturages que compte le pays, le FIDA a couvert 6 millions d'hectares (66%) et la Banque mondiale 1,3 million d'hectares (14%). Il faut donc étendre l'appui des projets aux 20% de pâturages restants.
29. L'occasion est offerte de catalyser la croissance agricole dans le secteur de l'élevage en délaissant les exportations de produits non transformés axées sur les intrants pour mettre en avant l'innovation agricole, le développement inclusif et global des filières, la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, l'apport de valeur ajoutée, la production durable et la résilience face aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux autres chocs externes tels que les fluctuations de prix et la fragilité des marchés régionaux.
30. Aujourd'hui, sur la base du portefeuille de projets performants conduits par le FIDA au Kirghizistan, il faut parvenir à aider les petits producteurs à satisfaire aux normes et exigences en matière de quantité, de qualité et de sécurité sanitaire des denrées alimentaires, tant sur les marchés intérieurs qu'extérieurs. Le programme du FIDA visera également à améliorer les pratiques d'alimentation animale et à diversifier les systèmes agricoles en vue de renforcer la résilience des petits exploitants.
31. Les activités du sous-secteur de l'élevage reposeront sur quatre piliers liés à l'amélioration de la productivité: l'utilisation rationnelle, efficace et durable des ressources en pâturages du pays au moyen d'un appui à la gestion communautaire; l'amélioration de la santé animale, de la nutrition animale et des techniques d'élevage grâce à un appui aux stratégies et mécanismes nationaux de lutte contre les maladies animales; l'accès et l'intégration des producteurs primaires aux marchés du fait d'une consolidation des liens entre les acteurs des filières animales et végétales et du renforcement des capacités dans les secteurs de la production, de la transformation et de la commercialisation; et l'accès facilité aux technologies et aux mécanismes financiers modernes.
32. L'objectif global et les objectifs stratégiques décrits ci-après seront atteints avec l'adoption de l'approche intégrée du FIDA qui permet de "transversaliser" des questions telles que le climat, la nutrition, l'égalité entre les sexes et l'emploi des jeunes, dans le programme de pays.
33. Objectif global. L'objectif global du COSOP est d'appuyer une transformation inclusive du monde rural, qui permette aux petits exploitants de faire reculer la pauvreté et de renforcer la résilience de leurs moyens d'existence.
34. Objectifs stratégiques. À cet effet, deux objectifs stratégiques interdépendants ont été définis:
35. Premier objectif stratégique: Améliorer équitablement et durablement les profits des petits exploitants. Le FIDA continuera de renforcer les services et de mettre en place des filières pour les produits de l'élevage afin de permettre aux producteurs ruraux, principalement les petits exploitants, de tirer parti des

⁴ *Kyrgyz Republic - Livestock Sector Review: Embracing the New Challenges*, Banque mondiale, 2007.

débouchés commerciaux. Cet objectif stratégique reposera sur la réalisation de trois grands effets directs:

- Effet direct 1.1 Amélioration des systèmes d'élevage des petits exploitants. Le FIDA continuera d'aider les institutions étatiques à lutter contre les zoonoses, notamment la brucellose et l'échinococcose, avec la mise en place de politiques et la conduite de campagnes de vaccination et de sensibilisation. Le FIDA renforcera l'aptitude des vétérinaires privés à fournir des services accessibles à tous les éleveurs. Ces activités contribueront à endiguer les épidémies de maladies animales ainsi que la mortalité. L'aptitude des petits exploitants à pratiquer un élevage durable et fructueux, y compris du point de vue de l'alimentation des animaux et de la gestion de l'exploitation, se verra renforcée.
- Effet direct 1.2 Meilleur accès des petits exploitants aux marchés rémunérateurs. Les projets du FIDA visent à intégrer les petits exploitants et les groupes pauvres et vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, aux filières de produits animaux ciblant les marchés intérieurs et extérieurs. Les activités du programme permettront à ces groupes de s'intégrer aux filières grâce à un accès facilité aux services financiers et à un renforcement des capacités. Ces activités contribueront à l'amélioration de la productivité des petits exploitants et des agroentreprises, à la multiplication des débouchés commerciaux, à la création d'emplois et à la génération de profits équitables au bénéfice des différents acteurs des filières.
- Effet direct 1.3 Amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires d'origine animale. Le FIDA aidera les organismes publics, les exploitants agricoles et les opérateurs du secteur de la transformation à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires d'origine animale. Les activités du programme seront essentiellement les suivantes: formulation d'avis et de recommandations sur les politiques relatives à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments; renforcement des capacités des éleveurs concernant le protocole HACCP; et consolidation des infrastructures décentralisées de gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments.

36. Deuxième objectif stratégique: Renforcer la résilience des petits exploitants face aux changements climatique. Les communautés de petits éleveurs vivent dans des zones montagneuses économiquement peu avancées et exposées aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Le FIDA continuera de mettre en œuvre des approches novatrices à même de renforcer la résilience et de garantir des revenus durables grâce à des moyens d'existence diversifiés. Deux grands effets directs ont été définis, à savoir:

- Effet direct 2.1 Pâturages plus productifs et plus résilients. L'intervention du FIDA contribuera à catalyser les innovations susceptibles d'améliorer l'état des ressources naturelles et des écosystèmes de pâturages, d'accroître la productivité et de renforcer la résilience climatique. Les activités consistent à appuyer l'élaboration de politiques et de lois, à mener des actions de renforcement des capacités visant à permettre aux unions d'usagers de gérer les pâturages de manière efficace, et à investir dans l'amélioration des pâturages. L'amélioration des systèmes d'alerte précoce contribuera à la réalisation de cet effet direct.
- Effet direct 2.2 Moyens d'existence des communautés pastorales diversifiés et fondés sur les écosystèmes. L'expérience du FIDA en matière de gestion des pâturages et d'élevage sera transposée à plus grande échelle pour aider les communautés à élaborer et à appliquer des solutions favorisant l'adaptation aux conséquences attendues des changements climatiques et l'amélioration de la résilience des agroécosystèmes

montagneux et pastoraux. Le FIDA aidera les pouvoirs publics et les UUP à réduire la vulnérabilité des communautés pastorales de petits exploitants face aux effets des changements climatiques au moyen de la diversification des moyens d'existence et de l'introduction de technologies d'élevage "intelligentes" face au climat. En outre, le FIDA améliorera la productivité de l'élevage en aidant les agriculteurs à produire de meilleurs aliments pour le bétail et à utiliser des variétés de semences et de cultures plus résistantes. Les activités du projet contribueront également à renforcer les capacités et les connaissances et elles comporteront l'apport d'un appui financier en vue d'aider les communautés d'éleveurs à diversifier les systèmes de production et à adopter des technologies agricoles durables.

37. Interventions du FIDA. Durant la période visée par le COSOP proposé, le FIDA lancera un nouvel investissement financé par un prêt: le projet en faveur de moyens d'existence pastoraux résilients. Ce projet vise à accroître les revenus, à stimuler la croissance économique et à renforcer la résilience face aux changements climatiques dans les communautés agricoles de montagne grâce à des stratégies d'adaptation fondées sur les écosystèmes, notamment des pratiques techniques, la diversification des moyens d'existence et la création de liens plus étroits entre petits éleveurs et entreprises agroalimentaires. De plus, le FIDA mobilisera éventuellement des dons régionaux pour promouvoir des activités susceptibles d'enrichir la concertation sur les politiques concernant la gestion participative des pâturages et la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

IV. Résultats durables

A. Ciblage et problématique hommes-femmes

38. Ciblage géographique et de la pauvreté. Le COSOP est de portée nationale et parfaitement cohérent avec les zones cibles du Programme de développement de l'élevage et des marchés (phases I et II) et du Projet d'amélioration de l'accès aux marchés. Concernant le ciblage de la pauvreté, les interventions du FIDA profitent aux petits exploitants et aux producteurs pauvres, notamment les femmes et les jeunes. Des consultations participatives avec les unions pastorales et les groupes d'intérêt commun seront menées pour établir, mettre en œuvre et suivre les plans communautaires de gestion des pâturages et de l'élevage.
39. Intégration de la problématique hommes-femmes. L'indice de développement de genre du Kirghizistan est de 0,961, ce qui dénote une forte inégalité. Les femmes résidant en milieu rural ont un accès limité aux actifs, aux services, aux débouchés économiques et à la prise de décisions. De plus, de nombreux ménages sont dirigés de facto par des femmes en raison de l'émigration masculine. Les stratégies volontaristes du FIDA en matière de ciblage pour l'égalité entre les sexes prévoient des campagnes de sensibilisation, des mesures de renforcement des capacités pour les groupements de femmes et la fixation de quotas de femmes dans les comités d'usagers des pâturages. L'évaluation menée en 2015 par l'Institut kirghize de développement rural a permis de constater l'efficacité du FIDA en matière de ciblage pour l'égalité entre les sexes.
40. Ciblage des jeunes. Environ deux tiers des jeunes vivent dans les zones rurales, où les infrastructures, les services et les perspectives d'emploi sont généralement rares. Les plans communautaires participatifs de gestion de l'élevage et des pâturages constitueront le point d'entrée pour l'emploi des jeunes, grâce à la promotion des petites et moyennes agroentreprises, telles que fournisseurs d'intrants et prestataires de services, ou encore vétérinaires privés, dans le cadre du programme. Il s'agira de faciliter l'accès des jeunes à la formation professionnelle, à l'information relative au marché du travail ainsi qu'aux services de finance rurale, en tirant parti des synergies et des envois de fonds provenant des grandes communautés kirghizes de Russie et du Kazakhstan.

B. Reproduction à plus grande échelle

41. Suite à la phase d'expérimentation des dispositions institutionnelles et techniques relatives à la réforme de la gestion des pâturages, les approches performantes ont été reproduites à l'échelle nationale et intégrées à de nouvelles politiques et lois. En particulier, s'agissant de la gestion participative des pâturages, la Banque mondiale a adopté une approche identique en renforçant les UUP situées à l'extérieur des zones des projets appuyés par le FIDA. Ces expériences seront reproduites à plus grande échelle et transposées dans d'autres régions du pays où il existe des écosystèmes analogues à ceux des sites de projet actuels du FIDA. Les principaux moteurs de la transposition à plus grande échelle seront le Ministère de l'agriculture, le Ministère des finances, les UUP et les donateurs, dans le cadre d'une mobilisation de ressources financières et techniques.

C. Participation à l'élaboration des politiques

42. L'une des réussites majeures du FIDA en matière de participation à l'élaboration des politiques a été, avec la Banque mondiale comme source de financement, l'adoption officielle de la loi sur les pâturages en 2009, premier système de gouvernance locale efficace au Kirghizistan. Cette loi a placé la gestion des pâturages sous l'entière responsabilité des communautés locales, le rôle de l'État se limitant à la réglementation et à l'appui. La concertation sur les politiques promue par le FIDA continuera d'appuyer les objectifs stratégiques du programme. Les résultats escomptés du programme d'investissement du FIDA devraient servir d'éléments factuels pour la concertation sur les politiques à mener dans trois domaines interdépendants:
 - a. La gestion durable des pâturages, et notamment: i) la poursuite du renforcement du rôle des UUP dans la gestion participative des pâturages moyennant un appui supplémentaire des pouvoirs publics et un renforcement des capacités; ii) la définition précise des démarcations entre pâturages communautaires et pâturages agroforestiers, indispensable pour permettre l'administration et le bon déroulement des programmes de gestion des pâturages et éviter les litiges entre les petits éleveurs et les autorités forestières; iii) la détermination des itinéraires de transfert des animaux vers des pâturages d'été éloignés qui sont fortement sous-utilisés à l'heure actuelle; et iv) l'élaboration d'une stratégie de gestion des pâturages et de développement de l'élevage.
 - b. L'amélioration des normes de sécurité sanitaire des produits alimentaires et la mise en conformité en la matière, grâce à un renforcement des capacités des institutions publiques et des producteurs et transformateurs laitiers privés et communautaires. Un tel appui est essentiel compte tenu de l'adhésion du Kirghizistan à l'UEE et des exigences connexes en matière de sécurité sanitaire des aliments.
 - c. L'accès amélioré des petits exploitants aux intrants, technologies, services et marchés agricoles grâce aux 4P.

D. Ressources naturelles et changements climatiques

43. La sécheresse et la pénurie de ressources en eau sont les principaux effets des changements climatiques touchant le secteur agricole du Kirghizistan. Les activités du FIDA appuyant les mesures d'adaptation aux changements climatiques se poursuivront au titre de l'objectif stratégique 2 et mettront davantage l'accent sur la résilience face aux changements climatiques dans les agroécosystèmes montagneux et pastoraux via une approche d'adaptation fondée sur les écosystèmes. Les capacités seront renforcées à différents niveaux grâce à des processus participatifs menés avec les UUP, et un appui technique ciblé (par exemple sur les possibilités d'ensemencement et sur l'agroforesterie) sera fourni au secteur de l'élevage par l'entremise des plans de gestion des pâturages et de

l'élevage. La surveillance de l'état des pâturages sera perfectionnée, et le FIDA entamera un dialogue avec les institutions nationales afin de rationaliser l'exécution des politiques et activités, en particulier entre le Ministère de l'agriculture, de l'industrie alimentaire et de la valorisation de la République kirghize et l'Agence d'État pour la protection de l'environnement et la foresterie.

E. Agriculture et développement rural tenant compte des enjeux nutritionnels

44. Au Kirghizistan, les régimes alimentaires se caractérisent par une faible consommation d'aliments riches en nutriments. En 2014, le Programme alimentaire mondial (PAM) a établi que 43% des enfants de moins de cinq ans et 39% des femmes en âge de procréer souffraient d'une carence en fer, et que 13% des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique. L'élevage contribue à l'alimentation des ménages. Les activités du FIDA visant à encourager l'intégration des petits exploitants aux filières de produits de l'élevage tiendront compte des enjeux nutritionnels. Les activités de diversification des moyens d'existence favoriseront une consommation alimentaire équilibrée et contribueront à renforcer les compétences des petits exploitants en matière de stockage et de transformation des produits. Au développement des actifs et des compétences s'ajouteront des mesures d'éducation nutritionnelle et de sensibilisation à l'intention des femmes afin de promouvoir la diversité alimentaire chez les petits exploitants ciblés.

V. Réussite de la mise en œuvre

A. Cadre de financement

45. Le COSOP axé sur les résultats couvre une période de cinq ans allant de 2018 à 2022. L'allocation du Kirghizistan au titre du cycle 2016-2018 du SAEP a servi à cofinancer le Projet d'amélioration de l'accès aux marchés approuvé en décembre 2016. L'allocation au titre du cycle 2019-2021 du SAEP n'est pas encore connue mais devrait se maintenir à environ 25 millions d'USD. Le FIDA est parvenu à obtenir des financements pour l'action climatique par l'intermédiaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne et il continuera de mobiliser des ressources de cofinancement, notamment auprès du Fonds vert pour le climat.

Tableau 1

Calcul de l'allocation SAEP pour la première année du COSOP

<i>Indicateurs</i>		<i>COSOP année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural		
A i)	Cadre politique et juridique des organisations rurales	4,25
A ii)	Concertation entre le gouvernement et les organisations rurales	4,25
B i)	Accès à la terre	4,00
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,25
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,33
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,50
C ii)	Climat de l'investissement favorable aux entreprises rurales	4,33
C iii)	Accès aux marchés d'intrants et de produits agricoles	3,00
D i)	Accès à l'éducation en milieu rural	4,75
D ii)	Représentation	4,00
	Affectation et gestion des ressources publiques allouées au développement rural	3,25
E i)	Obligation redditionnelle, transparence et lutte contre la corruption en milieu rural	3,25
E ii)	Moyenne des notes	3,76

Tableau 2

Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note projets à risque (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage de la note SAFP du pays par rapport à l'hypothèse de base</i>
Hypothèse basse	5	3,5	-20%
Hypothèse de base	6	3,8	0%
Hypothèse haute	6	4,1	6%

B. Suivi-évaluation

46. Prêt d'investissement. Un projet est proposé au titre du cycle 2019-2021 du SAFP: le projet en faveur de moyens d'existence pastoraux résilients, auquel le FIDA contribuerait à hauteur de 25 millions d'USD environ.
47. Cadre de résultats du COSOP. Les progrès effectués en vue d'atteindre les objectifs stratégiques seront mesurés à l'aide du cadre de résultats du COSOP. Un examen sera réalisé en 2020 pour évaluer la pertinence des objectifs stratégiques et les rattacher aux interventions prévues.
48. Processus de suivi. Le suivi des progrès effectué grâce aux systèmes de suivi-évaluation des projets financés par le FIDA alimentera le processus de suivi-évaluation du COSOP. Des études de référence ainsi que des études d'impact et des examens à mi-parcours conduits selon une démarche participative étayeront l'évaluation du COSOP. Le système de suivi-évaluation permet d'agréger les résultats du COSOP pour fournir des éléments à l'analyse de l'impact institutionnel du FIDA, en accord avec le Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO). À cette fin, le FIDA continuera de renforcer la capacité de suivi-évaluation de ses partenaires d'exécution.

C. Gestion des savoirs

49. Les projets du FIDA au Kirghizistan sont dotés de leurs propres plans de gestion des savoirs. La gestion des savoirs ainsi que les données de suivi-évaluation qui seront collectées et analysées permettront d'appuyer la concertation sur les politiques et l'amélioration de la performance. Au moins un produit de gestion des savoirs sur la gestion participative des pâturages sera élaboré et diffusé, notamment dans la région Europe centrale et orientale.

D. Partenariats

50. Le FIDA continuera d'encourager les partenariats avec les institutions publiques et les organisations communautaires à des fins de participation à l'élaboration des politiques et de reproduction à plus grande échelle. Le FIDA compte d'autres partenaires, parmi lesquels: la Banque mondiale et l'Agence allemande de coopération internationale, pour ce qui est des réformes concernant les pâturages; la FAO et ONU-Femmes, s'agissant de soutenir l'autonomisation économique des femmes; et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et le Fonds de développement russo-kirghize, en ce qui concerne la promotion des petites et moyennes entreprises rurales. En outre, le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds du FIDA s'engagera à fournir une assistance technique et financière en vue d'intégrer potentiellement des produits financiers liés aux envois de fonds dans le pays. Le FIDA continuera d'établir des partenariats avec le secteur privé concernant la fourniture d'intrants, les services vétérinaires et la mécanisation. Tous les programmes du FIDA sont mis en œuvre en partenariat avec des instituts de recherche et des ONG locales.
51. Cadre de partenariat avec les institutions ayant leur siège à Rome: Le FIDA, la FAO, le PAM et ONU-Femmes collaborent actuellement au titre du Programme conjoint pour l'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales. Dans le cadre de ce partenariat, le Système d'apprentissage interactif entre les sexes s'est révélé une excellente méthode pour stimuler la

confiance en soi et l'autonomisation chez les femmes, tout en renforçant leur aptitude à se lancer dans des activités génératrices de revenus. La mise en œuvre de ce système d'apprentissage a été jugée probante, d'autant plus qu'il s'agit de la première fois que celle-ci est appliquée en Asie centrale. Sur cette base, le FIDA renforcera encore son partenariat avec la FAO et le PAM dans le cadre du dispositif de coopération entre les organisations ayant leur siège à Rome.

52. Partenariat relatif à l'accès des populations rurales pauvres à des produits financiers adaptés. La question de l'accès limité aux services de finance rurale sera traitée dans le cadre d'un partenariat avec la BASD. Le Projet d'inclusion financière rurale, financé par la BASD, contribuera à ce que les portefeuilles agricoles des institutions financières participantes soient étendus aux agriculteurs et aux agroentreprises. Le financement de la BASD comprend un prêt d'intermédiation financière de 30 millions d'USD ainsi qu'une enveloppe de 800 000 USD allouée à l'assistance technique. Le projet en faveur de moyens d'existence pastoraux résilients facilitera l'accès du groupe cible aux services de finance rurale.

E. Innovations

53. La principale innovation du FIDA au Kirghizistan a été la mise en place d'une gestion participative des pâturages et la création d'unions d'usagers, lesquelles deviennent un point d'entrée de l'interaction avec les petits éleveurs. Les futures interventions du FIDA s'appuieront sur ces organisations pour mener des actions collectives et des activités résilientes face aux changements climatiques. Le Fonds encourage les instituts de recherche à mettre au point des innovations dans leur domaine de compétence particulier et à les appliquer. Le Projet d'amélioration de l'accès aux marchés, approuvé en 2016, et le projet en faveur de moyens d'existence pastoraux résilients, actuellement dans la réserve, viseront à encourager la diffusion des innovations technologiques performantes ainsi que la reproduction à plus grande échelle des systèmes de développement et de gestion des élevages et des pâturages.

F. Coopération Sud-Sud et triangulaire

54. La coopération Sud-Sud et triangulaire est un outil important qui favorise le partage des savoirs et les investissements entre pays en développement, y compris les États membres d'Asie centrale. Potentiellement, la gestion participative des pâturages, le développement de l'élevage, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et l'autonomisation des femmes sont des thèmes de coopération Sud-Sud et triangulaire susceptibles d'intéresser le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Le FIDA sollicitera la Turquie et la Chine (au titre du dispositif actuel de coopération Sud-Sud et triangulaire FIDA/Chine) pour un financement et un renforcement des capacités en faveur des institutions publiques et communautaires des pays d'Asie centrale, notamment le Kirghizistan.

COSOP results management framework 2018-2022

Country Strategy Alignment	Key Results for COSOP			COSOP Institutional/Policy and Non-Lending Objectives
Agriculture Development Programme (ADP) 2017-2022 Action Plan on Implementation of the Agricultural Development Program 2017-2020 National Strategy for Sustainable Development 2017-2040 Action Plan for National Strategy for Sustainable Development 2017-2022	Strategic Objectives	Outcome Indicators	Milestone indicators	
<p>The overarching goal (National Strategy for Sustainable Development 2017-2040): To establish strong and resilient to external shocks economy</p> <p>The goal (ADP 2017-2022, draft): To increase production, improve quality of products and effectiveness of the sector, ensure food security, and establish results based effective public management of the sector</p> <p>Major Specific Objectives:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Import substitution by increasing own production; • Development of agricultural cooperatives; • Introduction of new technologies and innovative products to increase export potential; • Regulation of exports and imports of agro-food products; • Organization of marketing infrastructure; • Support to VCs in the dairy, meat, fruit and vegetable sub sectors; • Certification, registration and maintenance of the state register of veterinary medicinal products and foodstuff; • Knowledge Management with a platform for 	SO 1: To increase smallholders equitable and sustainable returns	<p>% of targeted households experiencing economic mobility</p> <p>Outcome 1.1 Improved smallholder livestock production systems</p> <p>Outcome 1.2 Improved smallholder access to remunerative markets</p> <p>Outcome 1.3 Improved livestock products food safety</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 25% of the targeted population with 30% improvement in household assets ownership index and climate resilience. • 100% of persons receiving services promoted or supported by the programme (300 000 persons in 66 000 HHs) • 100% of rural women (120 000) receive programme support • 80% of smallholder households reporting improved access to pastures for production purposes • Increase in volume of meat and dairy produce by 30% • 80% of smallholder livestock farmer households report 40% reductions in their animal mortality • 80% of targeted livestock farmers improve productivity by 40%. 	<p>Support to policy development on animal health</p> <p>Support to policy, legislation and normative acts development on food safety</p> <p>Cooperation with FAO and UN Women on support to rural women entrepreneurs in terms of capacity building and empowerment</p>

Country Strategy Alignment	Key Results for COSOP			COSOP Institutional/Policy and Non-Lending Objectives
Agriculture Development Programme (ADP) 2017-2022 Action Plan on Implementation of the Agricultural Development Program 2017-2020 National Strategy for Sustainable Development 2017-2040 Action Plan for National Strategy for Sustainable Development 2017-2022	Strategic Objectives	Outcome Indicators	Milestone indicators	
discussion of agricultural issues.	SO2: To enhance smallholders' resilience to climate change	<p>Outcome 2.1 More productive and resilient pastures</p> <p>Outcome 2.2 Diversified ecosystem based livelihoods of pastoral communities</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 80% of the targeted population have access to infrastructure that is climate resilient and environmentally sound. • Pastureland productivity increased by at least 40% (#Kgs of biomass per Ha) • Beneficiaries' household income for rural women and youth from alternative income activities, increased at least by 50%. • Strategy for Pasture Management and Livestock Development approved. 	<p>Government implementing partners replicate the piloted IFAD interventions in non-project areas</p> <p>Support to policy, legislation and institutional development on community based pasture management</p> <p>Cooperation with other stakeholders on climate change policy elaboration and implementation</p>

COSOP preparation process including preparatory studies, stakeholder consultation and events

1. Preparatory work. Major policy and strategy documents of the Government of the Kyrgyz Republic, of the Ministry of Agriculture, Food Industry and Melioration (MoAFIM), national statistics data and relevant Government reports were reviewed and analyzed. Implementation of the IFAD funded programme in the Kyrgyz Republic was reviewed, lessons learned collected and discussed with the key implementing partners and stakeholders in preparation for the COSOP.
2. Design Team. The COSOP was developed by a core team led by Mr. Frits Jepsen (Country Program Manager, Near East, North Africa, Europe and Central Asia Division, IFAD) and comprising Ms. Asyl Undeland (Mission Leader, Consultant, FAO), Ms. Anara Jumabayeva (Senior Economist, FAO), Ms. Nadine Azzu (Environmental and Climate Change Specialist, FAO) and Mr. Turi Fileccia (Senior Agronomist, FAO). Mr. Kuvan Iskakov, IFAD Country Presence accompanied mission and provided support. Mr. Mairambek Tairov and Mr. ElzARBek Sharshenbek Uulu, and other staff of the Agricultural Projects Implementation Unit, MoAFIM provided full support to the mission with organization of meetings and translation. Mr. Abdelhamid Abdouli, Acting Country Programme Manager and Mr. Mikael Kauttu, IFAD Programme Management Officer finalized the COSOP report.
3. The preparation of the COSOP benefited from the working papers of the MoAFIM, including the draft Agriculture Development Strategy 2017-2022. Informal follow-up discussions with Government and development partners to define major directions of the COSOP were conducted during the mission April 8-22, 2017.

Table 2. Institutions met during the COSOP preparation missions

Government of the Kyrgyz Republic <ul style="list-style-type: none"> • Ministry of Finance • Ministry of Economy • Ministry of Agriculture, Food Industry, and Melioration • State Agency of Environmental Protection and Forestry • State Inspection for Veterinary and Phytosanitary • Safety 	Civil Society <ul style="list-style-type: none"> • Agency for Community Development and Investments (ARIS) • Camp Ala Too • Bio KG Federation of Organic Movement • Agrarian Platform • Rural Development Fund
Academia and Extension <ul style="list-style-type: none"> • Kyrgyz Scientific Institute for Livestock and Pastures • Agrarian Academy • Center for Advisory and Innovations • Chui-Talas Extensions Services 	International Financial Institutions <ul style="list-style-type: none"> • World Bank • International Finance Cooperation Bilateral donors, private foreign foundations <ul style="list-style-type: none"> • Aga Khan Foundation • GIZ • USAID • JICA
Private Sector <ul style="list-style-type: none"> • Agricultural Cooperative Koss • Seed Farms Association • Kyrgyz Russian Fund for Development 	United Nations: <ul style="list-style-type: none"> • UN Resident Coordinator, UNDP • UN Women • FAO

4. Sectoral Consultations: Several in-country consultations were held throughout the preparation of the COSOP, starting August 2017. A Final consultation with the Government and stakeholders was held in December 2017.

Table 3. List of people met

No	Name	Title	Institution
1	Mr. Nurbek Murashev	Minister	MoAFIM
2	Mr. Maksatbek Tashbolotov	State Secretary	MoAFIM
3	Mr. Almaz Sazbakov	Deputy Minister	Ministry of Economy
4	Ms. Nadira Jeenbekova	Head of Department of External Relations and Donor Assistance	Ministry of Economy
5	Mr. Tilek Bayanbek	Specialist, Department of External Relations and Donor Assistance	Ministry of Economy
6	Mr. Kubat Murzaev	Chief of Department	Ministry of Finance
	Mr. Denis Grechannyi	Agricultural Attaché,	Embassy of Kyrgyzstan, Geneva, Switzerland
7	Mr. Moris Alimbekov	Deputy Director	Department of Plant Quarantine, MoAFIM
8	Mr. Vladimir Pak	Deputy Director	Department of Chemization and Plant Protection, MoAFIM
9	Mr. Tolo Isakov	Director	Department of Disease Prevention and State Sanitary and Epidemiological Surveillance
10	Mr. Taalaybek Dalbaev	Head of Department	Department of Agriculture and Ecology of the Government of the Kyrgyz Republic
11	Mr. Dmitriy Ten	Director	Department of Crop Expertise, MoAFIM
12	Mr. Jigitaly Jumaliev	Head of Department	Department of Agricultural Policy Development, MoAFIM
13	Mr. Tashtanaliev	Director	Department of Water Resources and Land Improvement
14	Mr. Bakir Kilubaev	Deputy Director	Department of Water Resources and Land Improvement
15	Mr. Abdykalyk Rustamov	Director	State Agency for Environmental Protection and Forestry
16	Ms. Jypar Bekkulova	Chief of Department of Environment strategy and policy	State Agency for Environmental Protection and Forestry
17	Mr. Kalysbek Jumakanov	Director	State Agency for Veterinary and Phytosanitary Safety
18	Mr. Urmat Myrzakmatov	Director	Department of the Pasture, Livestock and Fishery, MoAFIM
19	Mr. Sulaiman Mamaev	Deputy Director	Department of the Pasture, Livestock and Fishery, MoAFIM
20	Mr. Nurlan Kojogulov	Director	Department of Mechanization, MoAFIM
21	Mr. Manasbek Kasymaliev	Deputy Director	Kyrgyz Scientific Institute of Livestock and Pasture
22	Ms. Natalia Kilyazova	Pasture and Fodder Unit Head	Kyrgyz Scientific Institute of Livestock and Pasture
23	Mr. Mairambek Tairov	Director	Agricultural Projects Implementation Unit
24	Mr. Elzarbek Shasrhenbek Uulu	Coordinator for LMDP I and II	Agricultural Projects Implementation Unit
25	Mr. Saparbek Tynaev	Specialist	Agricultural Projects Implementation Unit
26	Ms. Sandra Broka	Sr Agriculture Economist	World Bank, HQ
27	Mr. Talaibek Koshmatov	Sr Agriculture Specialist	World Bank, Country Unit
28	Mr. Martin Negele	Chief Officer	International Finance Corporation
29	Mr. Serhiy Osvalyuk	Project Coordinator	International Finance Corporation
30	Mr. Kinlay Dorjee	Country representative	FAO
31	Ms. Cholpon Alibakieva	Project Manager	FAO/GEF
32	Mr. Alexander Avanesov	Special representative	UNRC, UNDP
33	Mr. Leonid Komarover	Senior Policy Advisor	UNDP
34	Mr. Gerald Gunther	Representative	UN WOMEN
35	Ms. Jipara Turmamatova	Program Manager	UN WOMEN

36	Mr. Louis Fernandez	Deputy Chief of Economy Department	USAID
37	Ms. Asanbaeva Jyldyz	Program Officer	JICA
38	Mr. Tsuchiya Toshihiro	Project Formulation Adviser	JICA
39	Ms. Alekova Svetlana	Senior Program Officer	JICA
40	Ms. Asel Uzagalieva	Component Manager	Promotion of Sustainable Economic Development Programme, GIZ
41	Ms. Elen Kramer	“Sustainable Economic Development Assistance in KR” Program Manager	GIZ
42	Ms. Saltanat Asan	Programme Expert	GIZ led Sustainable natural resources management programme
43	Ms. Edith Koshkin	Programme Coordinator	GIZ led Sustainable natural resources management programme
44	Mr. S. Jalaluddin Shah	Chief Executive Officer	Aga Khan Foundation
45	Mr. Talantbek Aldashev	Executive Director, MSDSP	Aga Khan Foundation
46	Mr. Arstan Mukhtarov	Director	Agency for Community Development and Investments (ARIS)
47	Mr. Almazbek Akmatallyev	Project Coordinator, LMDP	Agency for Community Development and Investments (ARIS)
48	Mr. Alexander Kostyuk	Director	Agricultural Cooperative KOSS
49	Mr. Erkin Asrandiev	Member of the board of directors	Kyrgyz Russian Fund
50	Ms. Bermet Tursalieva	Executive Director	Agrarian Platform
51	Mr. Iskenderbek Aidaraliev	Director	BIO KG Federation of Organic Development
52	Mr. Azamat Isakov	Director	CAMP ALA TOO
53	Mr. Shaibek Karasartov	Director	Center for Advisory and Innovations
54	Mr. Abdukhakim Islamov	Director	Kyrgyz Republic's Seed Association

Country at a glance

Key socio-economic indicators

Land area (km ² thousand) 2016 1/	199.95	GNI per capita (USD) 2016 1/	1,073
Total population (million) 2016, NSC*	6.02	GDP per capita growth (annual %) 2015 1/	1.4
Population density (people per km ²) 2015 1/	31.1	Inflation, consumer prices (annual %) 2006 1/	0.4
Local currency: Kyrgyz Som (KGS)		Exchange rate, NBKR** (June 2017):	1US\$= 68.48KGS
Social Indicators		Economic Indicators	
HDI ranking 2015, UNDP	120	GDP (USD million) 2015 1/	6,571.85
Population growth (annual %) 2015 1/	2.1	GDP growth (annual %) 2015 1/	3.5
Crude birth rate (per thousand people) 2015 1/	27	Sectoral distribution of GDP 2015 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2015 1/	6	% agriculture	15.9
Infant mortality rate (per thousand live births) 2015 1/	19	% industry	26.9
Life expectancy at birth M/F (years) 2015 2/	67/75	% services	57.1
Rural Population (%) 2015 1/	64		
Poor as % of total rural population 2015 3/	32.1	Consumption	
Number of rural poor (million) (approximate) 2015 3/	1.8	General government final consumption expenditure (as % of GDP) 2015 1/	17.5
Total labour force (million) 2016 1/	2.599	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP) 2015 1/	83.8
Unemployment, total (% of total labor force) (national estimate) 2016 1/	7	Gross domestic savings (as % of GDP) 2015 1/	-1.3
Unemployment, M/F 2016 1/	6.7/9.1		
Education		Balance of Payments (USD million)	
Primary gross enrolment F/M per 100 pop. 2015 1/	107.0/ 108.3	Merchandise exports 2016 1/	1,676.00
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2015 1/	100	Merchandise imports 2014 1/	4,069.50
		Current account balances (% of GDP) 2015 1/	-15.1
Nutrition		Current account balance excluding transfers 2015 4/	-2.799
kilocalories per person per day 2016 1/	40	Foreign Direct Investments 2015 4/	521
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2014 UNICEF	12.9		
Health		Government Finance	
		Cash surplus/deficit (million KGS) 2014 4/	-2,379.3
Health expenditure, total (as % of GDP) 2014 1/	6.5	Present value of external debt (as % of export of goods, services and primary income) 2015 1/	104.5

Physicians (per thousand people) 2013 UN	2	Total debt service (as % of export of goods, services and primary income) 2015 1/	15.7
Population using improved water sources (%) 2015 1/	90	Lending interest rate (%) 2016 1/	22.2
Population using improved sanitation facilities (%) 2015 1/	93	Deposit interest rate (%) 2016 1/	2.3
Agriculture and Food		Land Use	
Food imports (% of merchandise imports) 2015 1/	14	Arable land as % of land area 2014 1	6.7
Fertilizer consumption (kilograms per hectare of arable land) 2014 1/	23.1	Forest area as % of total land area 2015 1/	3.3
Food production index (2004-06-01=100) 2013 1/	112.2	Irrigated land as % of total agric. Land 2014 1/	9.5
Cereal yield (kg per ha) 2014 1	2,276	Pasture land as of % of total ag land 2014 5/	87%

1/ World Bank, 2/ World Health Organization, 3/ National Statistics Committee of the Kyrgyz Republic, 4/ IMF, 5/ FAOSTAT

Concept note: Resilient Pastoral Livelihoods Project (RPLRP)

A. Justification and rationale.

1. Agriculture in the Kyrgyz Republic contributes less than 16 per cent to the country's gross domestic product (GDP), but the sector plays a crucial role in food security and livelihood resilience of rural communities. The sector employs one-third of the country's economically active population, which demonstrates the predominate role of agriculture in reducing poverty. Poverty in the country is high: one-third of the total population lives below the poverty line; approximately 80 per cent of the population is vulnerable to poverty. Poverty is particularly acute in remote rural areas, where limited off-farm job opportunities and poor infrastructure, such as poor condition of roads, unreliable communication system, lack of market infrastructure restrict economic productivity. These areas have extremely limited arable land and insufficient irrigation infrastructure. Furthermore, they are prone to natural disasters and are extremely vulnerable to climate change. River floods, water logging, heat stress, mudslides and flash floods are some of the climate events that are already happening in the country, and which are expected to become more frequent. These multiple interwoven challenges coupled with low availability of quality inputs and extension services restrict agricultural crop production. Livestock is the primary source of nutrition and livelihood support for the rural poor and is a key component of the population's income generation, particularly for the poorest and most vulnerable.
2. The number of livestock in the country has increased over the last decade but there have been minimal improvements in livestock productivity. Low productivity is due to inadequate quantities and quality of animal feed and to poor nutritional practices. The majority of livestock keepers rely almost exclusively on natural pasture to feed their animals. During spring, summer and fall, livestock keepers graze livestock on pastures located 20 km to 100-150 km distance from the village. In the winter, livestock graze on extremely degraded pastures near villages. Weak crop production systems reduce availability of a feed base, which in turn restricts livestock production. Pasture management and improved feed and veterinary services are necessary to increase productivity. Sustainable fodder-forage and feed production should be promoted while simultaneously addressing key challenges including the need for ecosystem-based adaptation, pastureland degradation, water management and inadequate access to mechanization and to quality inputs, including certified seeds.
3. Livestock products are important for the country's exports. When Kyrgyzstan joined the EAEU, the country gained an opportunity to access the vast markets of Russia and Kazakhstan. At the same time, however, opening of these markets increased the risks faced by livestock producers due to greater competition in export markets as well as greater potential for import substitution. These risks are exacerbated by Kyrgyzstan's inadequate quality standards and low capacity to adhere to food safety standards. These challenges constrain the ability of livestock producers to capitalize on the opportunities available in Eurasian and European markets and should be addressed.
4. IFAD has accumulated vast experience and expertise over more than twenty years of engagement in the Kyrgyz Republic. The Fund has become an indispensable Government partner in targeting the economic empowerment of the poor and of the most vulnerable groups, ensuring their access to pasture resources. The RPLRP is a key milestone of the Results-Based Country Strategic Opportunity Programme (COSOP) for the Kyrgyz Republic, which will enable IFAD to consolidate achievements gained in the livestock subsector and also bridge towards farming systems diversification in the country and support the country's infrastructure to meet food

safety requirements and standards, for both domestic and foreign markets. By strengthening pasture committees, IFAD will support pasture and mountain communities by working primarily through Community Livestock and Pasture Management Plans to enhance their capacity to adapt to climate change, and build ecosystem resilience through ecosystem-based adaptation strategies. The Fund will share with the government and other stakeholders important insights and lessons gained in the region and elsewhere through this experience.

B. Potential geographic area of intervention and target groups.

5. The geographic area of the proposed RPLRP will be national, including:
 - a. consolidation of activities related to feeding management focused in the regions where the LMDP I and II have been strengthening PUUs (Issyk-Kul, Naryn, Batken, Jalalabad, and Osh). A follow-on project is needed to consolidate these achievements. PUUs have operated for only three seasons and need further support to become inclusive, technically competent and financially sustainable organizations; and
 - b. expanding to additional areas (around 1.7 million Ha) not covered by projects supported by IFAD and World Bank.
6. Utilizing a demand-driven approach, the RPLRP will target the following groups: (i) Smallholder livestock keepers, including poor and vulnerable pastoralists; (ii) Small-scale fodder crop producers; (iii) Community and private veterinarians and other service providers; and (v) rural women including women HH heads. Rural youth will be targeted across all project activities, particularly at post-harvest level, through vocational training, synergies with rural finance programmes and remittances fund for SMEs development.

C. Project goal and development objectives.

7. The RPLRP Goal is to contribute to rural poverty alleviation in the country through increase resilience, incomes and enhanced economic growth, and HH food security in rural farming communities. The RPLRP Development Objective is improved livestock and pasture health and productivity and enhanced climate resilience of pastoral communities reflected in improved and equitable returns to livestock and fodder crop farmers and rural-based small and micro-entrepreneurs.
8. Ownership, harmonization and alignment. This project is well aligned with the Government's draft Strategy for Agricultural Development 2017-2022. In particular, the project supports the Strategy's objective to increase exports through the introduction of new technologies and innovative products, and the Strategy's emphasis on providing support to meat and dairy sub-sector value chains. The project will contribute to the following national priorities: i) reduce poverty and inequality; ii) improve food security and nutrition; ii) stimulate agricultural and livelihood development and create decent work conditions; iv) build household resilience and boost incomes; and iv) improve integration into the international and regional trading systems with strong multiplier effects in rural areas.
9. The proposed project is aligned with the following strategic objectives of the Kyrgyz Republic COSOP: (i) increase smallholders' equitable and sustainable returns; and ii) enhance smallholders' resilience to climate change. The project is also aligned with IFAD's strategic vision and comparative advantage (as elaborated in IFAD's Strategic Framework 2016-2025), particularly its three SOs: Increasing poor rural people's productive capacities; Increasing poor rural people's benefits from market participation; and Strengthening the environmental sustainability and climate resilience of poor rural people's economic activities.
10. Detailed project arrangements and activities will be identified jointly and collaboratively with the Ministry of Agriculture, Food Industry and Melioration (MoAFIM) and with other key Government stakeholders and with project beneficiaries.

D. Components and activities. The RPLRP will be delivered through three technical components and one project management component. The preliminary structure is as follows:

Component 1: Market-led Sustainable livestock Production Enhancement

Outcome 1: Pasture and Livestock production and productivity sustainably increased with climate resilience. Two outputs would increase pasture and livestock production and productivity.

11. Output 1.1: Participatory Community Livestock and Pasture Management Plans developed and implemented. Benefitting from substantial capacity building and technical assistance, the pastoral communities/user unions will build upon and improve Community Livestock and Pasture Management Plans (CLPMPs) to implement participatory intensive grazing rotation and re-seeding of pasture areas while increasing livestock productivity through improved feeding quality and management, cross breeding and genetic improvement for high yielding animal species, and vaccination. In order to increase cattle productivity the project will promote using semen of specialised breeds of cattle such as Aberdeen Angus, Hereford Alatau Shvitskaya and Simmental. Implementation of CLPMPs, and, together with community veterinarians, would facilitate intermediation between livestock keepers and crop farmers and support improved composition of livestock rations, including supplements and arrangements with business feed suppliers. Community livestock keepers will establish contract farming arrangements with selected small-scale farmers for the organized production of fodder, feed and silage forages. These smallholder farmers who would engage with the project would improve their production systems through project support for certified seed sourcing, soil fertility management, water management, and access to mechanization services. Selected institutions, including research and development (R&D) institutions such as the Livestock and Pasture Research Institute, will be supported by the project to strengthen feeding management, ration design and improved feeding impact analysis – but also improve monitoring of pasture degradation and quality.
12. With regards to the development of improved seeds for pasture re-seeding and on-farm fodder production, the project would build on the experience of LMDP-I and LMDP-II to establish Community Fodder Seed Funds in targeted areas. A specific grant would be provided by the project to the Kyrgyz Scientific Research Livestock and Pasture Institute to recruit women and youth from the PUU communities and provide them with the required start-up kit to select and collect natural seeds (e.g. from established demonstration plots) to be used for re-seeding in the PUU pastures and establish small nurseries that would produce common fodder seed and multi-purpose trees, that also provide other environmental services such as shade, soil stabilization, carbon and nitrogen capture).
13. Within the CLPMPs, project support would also include grant funding of the PUUs to invest in micro projects, with major focus on improvement of pasture infrastructure and animal health, such as rehabilitation of bridges, roads, stock drinking points, livestock dipping chutes, mobile sheep shearing equipment, Bekker's pits for dead animals, sheltering against low winter temperatures, and purchase of small machinery, such as tractors and small trucks.
14. Output 1.2: Climate resilient institutional capacities developed and used. In order to build resilience to climate change and support the improvements to pasture and livestock productivity and production, the project would provide training and capacity building of Pasture Committees to enhance their ability to provide advice, awareness and information to smallholder livestock keepers. This would ensure the adoption of sustainable agricultural practices and technologies within the Community Livestock and Pasture Management Plans (Output 1.1 above). In addition, IFAD will engage in dialogue with national-level institutions to streamline implementation of

policies and activities, particularly between the Ministry of Agriculture, Food Industry and Melioration and the State Agency for Environmental Protection and Forestry.

Component 2: Livestock producers' competitiveness enhancement.

Outcome 2: Smallholder livestock farmers competitively produce for the national and export markets. Two outputs would support such market-led smallholder livestock production system:

15. Output 2.1: livestock producers' capacity for HACCP strengthened. Therefore, the project will focus on strengthening food safety and quality control capacity of producers through training and access to HACCP facilities and infrastructure. In selected areas of the project's production sites, public food quality and safety infrastructure will be improved through project support. Linkages with other projects, specifically with IFAD's ATMP, will be ensured. Finally, the Project will provide assistance and advice to rationalize and optimize the country's food quality and safety systems. Higher quality and compliance with food safety regulation would enable the smallholder HH to produce good quality products for own food security and for exports.
16. Output 2.2: Policy advice and recommendations on food quality and safety systems provided. While decision makers are cognizant of the need to increase livestock production to contribute to food security, policies also need to be in place to ensure the livestock products supplied are safe and nutritious. The project would make use of the results obtained from output 2.1, to contribute to developing policies and regulatory frameworks for food safety/quality management that determine national food safety measures and controls, and support compliance with national and international food safety requirements, particularly in the context of the EAEU, where the country gained an opportunity to access the vast markets of Russia and Kazakhstan.

Component 3. Income Generation for Women and Youth (IGA)

Outcome 3: poor rural women produce for the local market to improve HH nutritional status and increase the incomes of women from poor households, especially women-headed households in the project villages.

17. Output 3.1: women and youth capacity to engage in IGAs strengthened through training and access to market information.
18. Output 3.2: The project would provide different packages tailored for the most vulnerable members of the rural community - poor women and women-heads of households, and rural youth. The selection of packages would be demand driven, to include : (a) poultry packages; (b) bee-keeping packages; (c) small ruminant packages; (d) livestock processing and marketing activities; and (e) livestock related input supply at the village level. Eligible small and micro entrepreneurs would benefit from skills improvement and capacity building activities, together with facilitation of access to rural finance.
19. Preliminary environmental and social impacts. The project is classified as a Category B operation; no negative environmental impacts are anticipated from the project's field activities. Investments in increased fodder production, sustainable agriculture/livestock production and green, better pastureland grazing management, and more energy efficient agribusinesses are expected to result in largely positive environmental outcomes. In relation to social impacts, project activities are expected to enhance the resilience of rural households to climate change and reduce their vulnerability to extreme weather events.
20. Preliminary climate risk classification. The project classifies as Moderate Risk. The supported activities would be similar to those under LMPD interventions, which was classified as moderate risk.

21. **Costs and financing.** The cost of the RPLRP is tentatively estimated to be US\$ 50.5 million, including approximately US\$25 million from IFAD; US\$4.5 million from beneficiaries, US\$1.0 from the GoK, and additional external co-financing. Should the additional external co-financing not materialize, the project scope would be adjusted accordingly.
22. **Organization and management.** The project would be implemented over five years. The lead Government agency for the Project will be MoAFIM. The RPLRP will be implemented by the acknowledged APIU within the MOAFIM, which is implementing all IFAD projects in Kyrgyzstan. The RPLRP may benefit from collaboration with the Community Development and Investment Agency (ARIS) and very experienced community-based organizations (CBOs) and non-governmental organizations (NGOs) for consultative and engagement work with communities.
23. **Monitoring and evaluation indicators.** M&E system will be based on the final logical framework (logframe) and will report on the Results and Impact Management System (ORMS) indicators and other relevant data, disaggregated by sex. The APIU and implementing agencies will conduct systematic monitoring and report on achieved outputs and outcomes. Consolidated financial and physical progress reporting will be shared with IFAD on an annual basis. An impact assessment will be conducted by an independent third party contracted by the APIU. The impact assessment will include a baseline survey at the initial stages of the project and an impact assessment survey at the project's completion stage. Impact assessment surveys will be conducted in conformity with IFAD-required M&E methodologies.
24. The proposed RPLRP will contribute to the COSOP targets for:
 - i. SO1: To increase smallholders' equitable and sustainable returns. The measurement indicator will be % of targeted households experiencing economic mobility (bridging to ORMS indicators).
 - ii. SO2: To enhance smallholders' resilience to climate change. The measurement indicator will be % of the targeted population with additional improvement in household assets ownership index and climate resilience.
25. **Risks.** A key project assumption is that the country will remain economically stable. Another project assumption is that there will be consistency between stated Government policies and rural economic reforms supporting private sector development and the agriculture sector vis-à-vis actual implementation of these policies and reforms. Moreover, it is assumed that the endemic animal disease situation in the country will remain stable and Kyrgyz authorities will implement all major EAEU requirements in relation to biosecurity and food safety. The main project risk relates to the potential to incorrectly align incentives for various actors, farmers, and companies to participate in the project. Risk mitigation measures include an in-depth, participatory analysis of production/business opportunities, input and other constraints, and actual financial risks, based on formulated bankable business plans.

CN: RPLRP Log Frame

TBD: quantitative baseline and targets will be established at project design stage, gender disaggregated)

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions (A) / Risks ®
	Name	Baseline		Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	# of HHs receiving project services			TBD	TBD	Baseline and Completion Survey	MTR and completion	CPIU	
	# of HHs receiving project services			TBD	TBD	Baseline and Completion Survey	MTR and completion	CPIU	
	# of Individuals receiving project services			TBD	TBD	Baseline and Completion Survey	MTR and completion	CPIU	
Goal Contribute to reduction of rural poverty in the country	% of targeted households experiencing economic mobility	66% of rural population are poor		TBD	TBD	Baseline and Completion Survey	MTR and completion	CPIU M&E unit	
Development Objective: increase incomes of (# TBD) smallholder livestock farmers.	% increase in income of targeted smallholder livestock farmers	Average HH income in project area (TBD)		TBD	TBD	Baseline and Completion Survey	MTR and completion	M&E Officer	
Component 1: Market-led Sustainable livestock Productivity and Production Enhancement									
Outcome 1: Pasture and Livestock production and productivity sustainably increased with climate resilience	% increase in animal productivity.			TBD	TBD	Baseline and Completion Survey	MTR & Completion	CPIU	
	% increase in pastureland productivity			TBD	TBD	Baseline and Completion Survey	MTR & Completion	M&E	

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions (A) / Risks ®
	Name	Baseline		Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Output: 1 Output 1.1 Participatory Community Livestock and Pasture Management Plans developed and implemented.	# of CLPMPs updated			TBD	TBD	M&E system progress reports	Semi-annually	M&E	
	# of livestock producers contracting fodder producers			TBD	TBD	M&E system progress reports	Semi-annually	M&E	
	# of livestock producers trained in modern feeding management			TBD	TBD	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E	
Output 1.2: Climate resilient institutional capacities developed	# of pasture committees trained in ecosystem-based adaptation approaches			TBD	TBD	M&E system progress reports	Annually	M&E	
Component 2: Livestock producers' competitiveness enhancement.									
Outcome 2: Smallholder livestock farmers competitively produce for the national and export markets.	# of smallholder livestock producers reporting at least 30% increase in sales of livestock products			TBD		M&E system Component reports			
	# of smallholder livestock producers reporting at least 40% increase in profit margins			TBD	TBD	M&E system Component reports	Annually		
Output 2.1: livestock producers' capacity for HACCP strengthened	# of livestock producers reporting adoption of HACCP			TBD	TBD	M&E system Component reports	Annually		
	# of livestock producers trained on HACCP			TBD	TBD	M&E system Component reports	Semi annually	M&E	

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions (A) / Risks ®
	Name	Baseline		Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Output 2.2: Policy advice and recommendations on food quality and safety systems provided	# of District-based services equipped with HACCP-compliance facilities and infrastructure			TBD	TBD	M&E system Component reports	Semi annually	M&E	
	# of District-based food quality and safety services reporting improved delivery capacity			TBD	TBD	M&E system Component reports	Annually	M&E	
	# of approved policy advisory notes on food quality and safety			TBD	TBD	M&E system Component reports	Semi annually	M&E	
Component 3 Income Generation for Women									
Outcome 3 poor rural women produce for the local market	# of rural women reporting at least 50% increase in income from IGAs			TBD	TBD	M&E system Component reports	Semi annually	M&E	
Output 3.1: women and youth capacity to engage in IGAs strengthened.	# of women and youth trained on technical and managerial aspects of IGAs			TBD	TBD	M&E system Component reports			
Output 3.2: women and youth investment in IGAs (production and marketing) supported through grant financing	# and values of IGAs implemented by rural women and youth # of rural youth reporting at least 50% increase in income from IGAs.			TBD	TBD	M&E system Component reports			

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Affected Groups	Major Issues	Action Needed
High poverty level and vulnerability to poverty	<ul style="list-style-type: none"> • Smallholder livestock and crop HH, women led HH, poor, youth led HH • Mountainous pastoral communities 	<ul style="list-style-type: none"> • Poverty is higher in rural areas, and even higher in the mountainous areas • A high number of rural population is living just above the poverty line and vulnerable to shocks • Agriculture employs third of economically active population, and contributed less than 16% to GDP in 2015, indicating that employment in the sector is very limited, productivity is low, incomes from agriculture are low • Out migration from rural areas is high, rural-urban and to other countries. Many HH/farms de facto led by women, old people. Remittances mostly used for consumption • Smallholder farming is based on family labour with limited labour hired 	<ul style="list-style-type: none"> • Promote pro-poor policies and legislation • Strategies and investment should focus on smallholders, women and young people headed households and poor, or at least ensure inclusion of poor and vulnerable in all operations • Continuing support to livestock sub sector which is dominated by smallholders and engage poor • Target mountainous areas in policies and investments with higher poverty incidents; • Special programmes for vulnerable to improve livelihoods (women and youth headed HHs)
Vulnerability to climate change and natural disasters	<ul style="list-style-type: none"> • Rural HHs • HHs in mountainous pastoral communities 	<ul style="list-style-type: none"> • Areas affected by drought, frost, floods and landslides have limited off farm opportunities • Degradation of natural resources because of poor policies and legislation, and use practices • Destructive and unsustainable cropping on slopes • Overgrazing of near village and roads pastures • Poor early warning system and response • Limited HHs' coping strategies developed • Limited knowledge on sustainable agriculture practices • Limited knowledge on climate resilience and adaptation strategies 	<ul style="list-style-type: none"> • Support policies, legislation, strategies on sustainable management of natural resources and resilience to climate change • Support early warning awareness systems establishment and dissemination of information to pastoral communities • Support long-term monitoring of pasture health • Support research and transfer of knowledge to remote mountainous communities on sustainable use of pastures • Advance adaptation of sustainable agricultural technologies and ecosystem-based practices by smallholder farmers in agriculture and livestock to enhance climate change resilience • Provide knowledge and investment support with diversification of pastoral farming systems • Promote risk mitigation mechanisms such as savings, insurance, group formation • Train Pasture Users' Unions on sensitivity to climate

Priority Areas	Affected Groups	Major Issues	Action Needed
			change to incorporate in pasture management plans <ul style="list-style-type: none"> • Livelihood strategies and technologies that are adapted to climate change. This includes saline resistant crops and adapted agronomic practices
Low agricultural/livestock production and productivity	<ul style="list-style-type: none"> • Subsistence oriented and small scale farmers • Farmers in mountainous areas • Smallholder farmers and households in forest areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Small land plots suitable for cropping • Ineffective farm management • Problems with irrigation • Low yield, limited production, limited returns • Low quality • Lack of knowledge of adequate agricultural practices and limited access to extension • Limited use of inputs (seeds, breeds, fertilizers) 	<ul style="list-style-type: none"> • Provide support to animal health legislation and selected vaccination campaigns • Provide support to educational and research institutions to develop, adapt modern farm management and production practices • Investments focus on improvements in agricultural/livestock productivity • Support access of smallholders to improved inputs and technologies • Enhance capacity of smallholders • Encourage and incentivize links between farmers to form groups • Provide support to improve fodder and feed production and management
Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • Rural HHs • Poor and vulnerable HHs • HHs in mountainous communities 	<ul style="list-style-type: none"> • Dietary patterns are characterized by low consumption of nutrient-dense food: high incidence of iron deficiency anaemia among children under five years old and women of reproductive age • Many children under five years old, especially in rural areas suffer from chronic malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> • Activities aimed at supporting smallholders' inclusion in livestock products' value chains need to be nutrition sensitive • Support to diversification of livelihoods should aim also to support balanced food consumption including fruits and vegetables; ability of smallholders to store and process produce • Increase awareness to nutritional aspects in rural areas and long-term costs of malnutrition • Support to zoonotic prevention campaign (awareness, vaccination, monitoring) at the national level • Support to Village Health Committees to enhance awareness and promote healthy practices of handling livestock

Priority Areas	Affected Groups	Major Issues	Action Needed
Access to remunerative markets and Value Chains	<ul style="list-style-type: none"> Poor and non-poor rural producers 	<ul style="list-style-type: none"> Country has to introduce food safety standard and monitoring measures Poor marketing infrastructure (information system, warehousing, transportation) Small producers have difficulties to meet market requirements in quantity, quality and food safety Producers do not have enough understanding of market requirements in terms of quality and quantity Producers do not know market requirements in terms of food safety Poor level of organization along the value chain Limited processing and short value chains. 	<ul style="list-style-type: none"> Strengthen skills and competencies of the Kyrgyz Veterinary Authorities to facilitate livestock commodity trade and safe food Support Government with animal identification Strengthen Private Veterinarian Services System Establish animal disease surveillance system Improve access to infrastructure for transportation, cold chains and storages, handling and value addition Support efficient linkages and partnerships amongst livestock value chain actors to increase profitability and enhance resilience Support improved access to modern technology and Good Agricultural Practices Support market-oriented and demand driven extension services that help producers and other VC actors to meet market demand / requirements Reduce transaction and logistical costs through organization of production and investments in supportive infrastructure and services Improving access to finances Improvement of state food quality and safety infrastructure Increase knowledge of smallholder producers on food safety and quality control requirements

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats analysis)

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats
Ministry of Economy	<ul style="list-style-type: none"> Has experienced in public investment programmes staff Motivated leadership leading process on joining to the EAEU and implementing a Road Map on meeting all technical regulations' requirements Plays a key role in Investment Committee reviewing PIP projects under preparation and implementation Supports IFAD programme Analyses macro-economic data and develops strategic documents on economic reforms agenda Promote export opportunities Works closely with private sector Interacts with various donors and donor programmes in economic development area Interacts with private investors 	<ul style="list-style-type: none"> Has no financial power to allocate resources Represented only at the national level Has no sufficient knowledge on agricultural issues Weak connections to MoAFIM High turnover of leadership and senior staff 	<ul style="list-style-type: none"> Can play an enabling role to support IFAD operations Can help IFAD to identify the specific sub sector or Value Chains to focus to promote export opportunities Enabling environment for export promotion of agricultural products and agrifoods Driven mostly by export promotion and focuses on commercial large scale producers and processors, can avoid targeting smallholders and poor
Ministry of Finance	<ul style="list-style-type: none"> Well organized in management of the Public Investments Programme, controls implementation of projects funded by IFIs, other donors providing assistance on a loan basis Experienced with IFAD disbursement of funds and procurement procedures Controls budgets of IFAD projects Plays a key role in organizing and coordinating investment policies (including foreign investments) Key role in decision making on investments, in projects appraisals and negotiations on behalf of the GoK Supervises annual budgets and financial reports Oversees disbursements and participate in procurement selection committees 	<ul style="list-style-type: none"> Is driven mostly by financial considerations for efficiency of Projects, less by economic and development impacts Under the pressure to constraint public borrowings Limited technical capacity for agriculture and rural development issues 	<ul style="list-style-type: none"> Supportive of IFAD strategy and programme If under pressure, can limit borrowings, especially for technical assistance

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats
Ministry of Agriculture, Food Industry and Melioration	<ul style="list-style-type: none"> • Key agency in development and implementation of state policy in agriculture, food industry and water management • Some technical expertise and experience in relevant technical areas • Has experience and strongly supports IFAD programmes • Established Agricultural Projects Implementation Unit with experienced and capable staff, responsible for overall implementation of multilateral donors' projects in the sector, FM and procurement (WB, IFAD) • Has representation down to district level 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited public financing and thus limited ability to implement independent programmes • High turnover of management staff and frequent organizational restructuring • Weak linkages between research and policy • No extension services to farmers • Lack of sufficient technical capacity especially in modern agricultural technologies, climate smart practices, disease and pest management; farm management, ITC • Outdated labs and skills in using lab equipment 	<ul style="list-style-type: none"> • Advancement of the policy and legislation in pasture management and adaptation to climate resilience • Political support to decentralized pasture management • strengthen capacity on adoption and adherence to food safety regulations • Support in animal identification • Enabling environment for export promotion of agricultural products and agrifoods • Encourage streamlining and implementation of policies and activities, particularly between the Ministry of Agriculture and the State Agency for Environmental Protection and Forestry
State Agency on Environmental Protection and Forestry	<ul style="list-style-type: none"> • Responsible for elaboration of policy and legislation in environmental protection and forestry • Have experienced staff with technical knowledge • Develops and implements programmes aimed at natural resources management, forestry • Is a focal point for climate change, has knowledge and experience on climate change • Organizes and carries out state control over the use and protection of biodiversity and environment protection • Conducts assessment and monitoring of the environment and biodiversity • Has departments at the regional level, forestry enterprises on the district level 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited state funding for own programmes • Weak connection and limited collaboration with the MoAFIM • Limited understanding of agricultural issues in relations to climate change and resilience 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibility to create one system on pasture conditions monitoring • Partnerships between forestry enterprises and Pasture Users Unions on use of pastures in the State Forestry Fund • Encourage streamlining and implementation of policies and activities, particularly between the Ministry of Agriculture, Food Industry and Melioration and the State Agency for Environmental Protection and Forestry

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats
State Inspectorate for Veterinary and Phytosanitary Safety	<ul style="list-style-type: none"> Recently formed Inspectorate with highly motivated leadership Implementing agency for the IFAD projects, has knowledge and experience with IFAD procedures Advancing veterinary reforms in legislation and on the ground Supportive of private vet system Charged with tasks to demonstrate that Kyrgyz produces comply with EAEU sanitary standards 	<ul style="list-style-type: none"> Limited public funding of programmes Limited knowledge and skills in phytosanitary Poor condition of labs and shortage of relevant skills 	<ul style="list-style-type: none"> Support with safety standards upgrading labs Support with policy and legislation on veterinary issues Support campaign on two zoonotic diseases Strengthening capacity
Kyrgyz Scientific Institute of Livestock, Pastures, and Fodder	<ul style="list-style-type: none"> Scientific Institute under the Ministry of Agriculture charged with research, testing and demonstrations Has experience of working with projects Has experience of working with the IFAD funded projects Undertakes small scale rapid research and demonstrations 	<ul style="list-style-type: none"> Very limited public funding to conduct any own programmes on the ground Remote from capital and outdated facilities in poor conditions Limited infrastructure (demonstration plots, machinery) Limited awareness on global knowledge and practices in livestock, pasture and fodder; Significant number of retirees working in the institute 	<ul style="list-style-type: none"> Support with small competitive grants for applied research on pasture improvements Support with exposure to international conferences and study tours Capable to support bringing, testing and demonstrations of climate smart practices in livestock, pasture and feed management, fodder production
Agency for Communities Development and Investments (ARIS)	<ul style="list-style-type: none"> Semi government organization with Steering Council comprised of high level GoK officials, NGOs Has dynamic and motivated staff Has major function of social mobilization, groups formation, capacity building of communities and delivering grants to community groups Has necessary infrastructure, knowledge and experience of working with projects (WB, ADB, IFAD, DFID, KfW) The largest community outreach agency with equipped and staffed regional offices and community experts on the ground 	<ul style="list-style-type: none"> Has limited technical expertise in agriculture, forestry, climate change 	<ul style="list-style-type: none"> Besides facilitating pasture users' groups formation, capacity building and grants delivery, can facilitate establishment of cooperatives/farmers' groups based on the PUUs

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats
	<ul style="list-style-type: none"> Have well organized structure and represented in every region of the country. Has been successfully implementing IFAD funded projects in regards to communities (PUUs formation, capacity building, pasture management plans elaboration, grants) 		
Pasture Users' Unions/Pasture Committees	<ul style="list-style-type: none"> Recently formed community based institutions to manage pastures, they join all community members who have no don't have livestock Pasture Committees (PC) are executive bodies of the PUUs Have developed bylaws, established offices, some equipment They are to ensure fair access to pastures for all users, develop and implement pasture management plans for sustainable and productive use of the resource Local self-government bodies (executive and elected bodies) are part of the PCs Village Health Committees, youth and women groups, private vets are also represented in the PCs PCs issue annual pasture use right and collect pasture taxes and use fees 	<ul style="list-style-type: none"> Recently formed unions took some functions from the local self-government bodies, especially in regards to pasture use right issuance and fees collection and are under constant pressure from them Powerful farmers, 'absentee' farmers from outside of communities do not like the system of use right and prefer old system of renting large areas without paying fees Weak technical capacities Limited resources to be sustainable 	<ul style="list-style-type: none"> To support community based pasture management policy and legislation Conduct awareness on benefits of the new pasture tenure system To channel various community targeting activities through PCs Transform PCs into service provision bodies Strengthen capacities of the PCs Conduct capacity building of farmers and farmers groups through PCs Support building assets of the PUUs
Local self-government bodies	<ul style="list-style-type: none"> The closest to population tiers of government; Elected local councils (Aiyl Kenesh) and executive bodies (Aiyl Okmotu) accountable to population through elections Cooperation with farmers, producers in the municipality Can be supportive to various community initiatives 	<ul style="list-style-type: none"> Limited financial base Limited resources available Limited capacity in technical issues (agriculture, livestock) Can undermine development of the PUUs and create obstacles but also can be of great support to the PUUs/PCs 	<ul style="list-style-type: none"> Need to be informed and engaged where possible in all community targeting activities Can ensure inclusion of vulnerable and women in projects' activities Can provide support with information dissemination in communities

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats
Local NGOs	<ul style="list-style-type: none"> Established national and local presence and knowledge Some knowledge of adaptation to climate change and resilience technologies in agriculture and livestock Experienced in extension and outreach Experienced in capacity building and training Empowerment and advocacy Gender targeting NGOs 	<ul style="list-style-type: none"> No other funding but donor projects Lack of specific technical knowledge Central NGOs have no or very limited representation on the ground 	<ul style="list-style-type: none"> Possibility of partnership in project interventions

Key file 3: Complementary donor initiatives/partnership potential

Agency	Priority Sectors and Areas of Focus	Period of Country Strategy	Complementarities/Synergy Potential
World Bank	<ul style="list-style-type: none"> • Irrigation: National Water Resources Management Project (US\$7.75M 2014-2017) • Agriculture Productivity And Nutrition Improvement Project (US\$38M 2015-2022) • Pasture Management (US\$8.25M, 2014-2019) • Integrated Dairy Productivity Improvement Project (US\$5.1 2016-2020) • Integrated Forest Ecosystem Management (US\$12M 2015-2021) • Sustainable Rural Water Supply and Sanitation Project (US\$28M 2016-2022) • Central Asia Hydromet (2011-2018) Modernization (US\$5.1M, 2011-2018) • Village Investment Project (US\$6.6M, 2015-2020) 	2014-2017 Country Partnership Strategy (still ongoing; new CPS under preparation)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Increased crop productivity and resilience (including fodder production) 2. Improved community based pasture and livestock management (geographical complementarity with LMDP) 3. Improvements in the breed stock (genetic quality) of the dairy cows; Model Dairy Villages for productivity increase; agribusiness 4. Institutional strengthening; investments at Lekhoz level 5. Institutional strengthening; Social infrastructure investments; 6. Climate Change, adaptation, resilience 7. Institutional strengthening; Social infrastructure investments
Islamic Development Bank	<ul style="list-style-type: none"> • "Reconstruction of the Irrigation System of the Kyrgyz Republic". The project goal and objectives: construction of 6 irrigation facilities. Providing peasants and farmers with new irrigated land, increasing water availability of lands. Entering new irrigated lands (5,910 ha) and increasing the water availability of lands (19,000 ha). IDB loan amounts to USD 32 million • "Development of Sarymsak Irrigation System: The project is designed to improve water supply for 1,685 hectares of irrigated land and promote the development of new irrigated lands on 1,918 hectares through the reconstruction and modernization of Sarymsak irrigation system. IDB loan amounts to USD 13.3 million. 		<ol style="list-style-type: none"> 8. Increased crop productivity and resilience (including fodder production) 9. Climate Change, adaptation, resilience

Agency	Priority Sectors and Areas of Focus	Period of Country Strategy	Complementarities/Synergy Potential
FAO	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sustainable management of mountainous forest systems under climate change conditions (US\$ 5.45M 2014-2018) 2. TCPs (x 5= US\$ 1.4M 2014-2019) 3. GCPs (x 2= US\$ 2.5M 2014-2017) 4. Regional TCPs and GCPs (US\$ 21.6M 2014-2019) 	2015-2017 Country Partnership Framework (still ongoing; new CPF under preparation)	<ol style="list-style-type: none"> 1. NRM and reduced pressure, climate resilience of agro-ecosystem services, community livelihoods' development, sustainable use of pasturelands 2. Food security, Feed value chain development, Institutional strengthening (vet association and vet services, organic farming FMK, Forest policy. 3. Livelihoods, Sustainable Agricultural Development (Issyk-Kul region). 4. Food safety, food security, locust management, POPs, CACILM
German International Cooperation Agency	<ol style="list-style-type: none"> 1. Transboundary water management in Central Asia (EUR17M 2014-2017) 2. Ecosystem-based adaptation to climate change in high mountainous regions of Central Asia (2015-2019) 3. Community-based management of walnut forests and pasture in Southern Kyrgyzstan (US\$6.5M 2014-2018) 	Ongoing corporate development programme	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rehabilitation of water infrastructure, water-efficient irrigation, creation of data bases and maps using GIS 2. Ecosystem-based adaptation, climate adaptation strategies 3. Sustainable models of forest and pasture management, conservation of biodiversity, support adaptation to climate change, increase local incomes
UNDP	Improving the coverage and management effectiveness of Protected Areas in the Central Tian Shan Mountains (cum Government and GEF US\$5.9 million 2012-2017)	UNDAF/GEF 5	Sustainable NRM

Agency	Priority Sectors and Areas of Focus	Period of Country Strategy	Complementarities/Synergy Potential
ADB	<ol style="list-style-type: none"> 1. Women's entrepreneurship Development Project (US\$1.5M 2013-2017) 2. Skilling and Entrepreneurship for Inclusive Growth Sector Development Program (US\$ 0.75M 2013-2017) 3. Rural Financial Inclusion Project aimed at facilitating the expansion of agriculture portfolios of participating financial institutions (PFIs) to finance farmers and agribusiness. ADB loan amounts to USD 30 million and a technical assistance amounting to USD 800,000 to support the participating financial institution 	Ongoing corporate development programme	<ol style="list-style-type: none"> 1. Low-income women micro entrepreneurs in the rural areas 2. Vocational skills training 3. Access of smallholder pastoralists and rural women to rural finance.
USAID	<ol style="list-style-type: none"> 1. Business to business and export market development 2. Business to business and domestic market development 	Ongoing corporate development programme	1/2 Increased market share of in value chains in both domestic and foreign markets for target value chains: milk, meat, maize, fruit, potato, berries, vegetables (target areas: Naryn, Jalal-Abad, Osh, and Batken)
South Korean Development Cooperation	<ol style="list-style-type: none"> 3. Building basic infrastructure, supporting agriculture skills development, developing human resources . 	ongoing	<p>Vocational training for rural women and youth</p> <p>Technical skills development for smallholder farmers and pastoralists</p>

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Levels and Causes*	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
<p>Subsistence based farming HHs (production fully for own consumption)</p> <p>These are either non-poor HHs employed in other sectors (public sector, mining, industry). This sub group is not directly targeted by the IFAD programme.</p> <p>Other sub category is poor HHs, who have no permanent jobs. They are targeted by the IFAD programme and reviewed in this matrix.</p>	<p>Moderate to Severe</p> <ul style="list-style-type: none"> Families with more than 3 children, few economically active HH members; Have complete or incomplete school education, no higher or technical education; Lack of off-farm jobs; Have few stock of assets: no arable land or very small plot; very small household plots, have poultry, no or very few livestock (1 and up to 10 sheep or goat), no machinery; Income is lower than established living standards' minimum; Several small size loans (mostly consumption loans) from formal and informal financial sources; Live in remote or mountainous areas, rely mostly on natural resources; Very vulnerable to changing weather patterns; Very vulnerable to external shocks. 	<ul style="list-style-type: none"> Rely on state payments/benefits (pensions, disability, poverty); Land leased out for in kind payment; Ag production is very basic without investments and thus low productivity, small quantities; Rely only on own labour in ag production; Income usually as low paid seasonal labour; Migration of economically active members of HH to cities and abroad; Reduction in consumption, especially food; Selling livestock and livestock products in urgent needs; Help from extended family networks. 	<ul style="list-style-type: none"> Improve social benefits targeting and delivery mechanisms; Improve access to social infrastructure and services; Improved nutrition; B Improved health; Minimize risks to ag production; Employment opportunities; Higher incomes; Improved access to natural resources/pastures for grazing, collection of fuelwood, dung, plants. 	<ul style="list-style-type: none"> Generate employment in ag processing and services; Support VCs with considerations of nutritional value of products for own consumption as well; Support anti- epizootic diseases programme (awareness, capacity building, vaccination); Support resilience of livelihoods to climate change (sustainable agricultural inputs, technologies, practices), diversification of livelihoods; Ensure fair access to pastures, support to community institutions; Ensure inclusion and consider interests of poor in microprojects and other projects' benefits; Benefit from improved community services and infrastructure Benefit from improved ecological environment.

Typology	Poverty Levels and Causes*	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
<p>Semi subsistence farming HH (40 and more per cent of production is for commercial purposes)</p> <p>Can be fully engaged in agriculture, or have agriculture as a second important source of income. Target group of IFAD programme</p>	<p>Moderate</p> <ul style="list-style-type: none"> • Have complete or incomplete school education, no higher, or higher but not technical education; • Lack of off-farm jobs; • Have small arable land plot (up to 2.5 ha per HH), household plots, livestock (poultry, 1-3 cows and up to 20 sheep or goat), no machinery; • Income is lower or equal to established living standards' minimum; • Several loans (consumption, ag loans) from formal and informal financial sources; • Limited access to markets due to lack of awareness and inability to meet requirements in quantity and quality, sell to middlemen or at local open markets; • Cannot aggregate production to reduce transactions cost, negotiate effective prices; • Moderate to high levels of land degradation; • Limited access to irrigation; • Rely significantly on natural resources; • Very vulnerable to changing weather patterns; • Very vulnerable to external shocks. 	<ul style="list-style-type: none"> • Part of the income comes from the state payments/benefits (pensions, disability); • Agriculture is important source of income, but seek other/better employment opportunities; • Ag production is with limited investments and thus low productivity, small quantities, low profitability; • Seeks new knowledge; • Seeks to improve productivity and yields; • Rely on family labour; • Migration of economically active members of HH to cities and abroad; • Reduction in consumption, especially food; • Avoid or limit taking risks. 	<ul style="list-style-type: none"> • Improved nutrition; • Improved health; • Ensure access to natural resources; • Improved rural infrastructure (access roads, irrigation); • Access to improved inputs, knowledge, technology and finance; • Expand production scale, and quality; • Ability to consolidate production with other farmers for higher profit margin and lower cost; • Improve access to markets; • Enhance resilience to climate change. 	<p><u>In addition to COSOP responses above:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Improve production with access to natural resources, knowledge and new technologies; • Improve access to inputs and services; • Facilitate formation of groups, unions; • Improve opportunities for postharvest storage, processing and marketing; • Assist in establishing links with the private sector; • Improve product quantity, quality to meet market requirements; • Access to technical and business development skills.

Typology	Poverty Levels and Causes*	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
Women-headed farming households** (divorced women, but in Kyrgyzstan they are mostly widows or de facto heads of households with men in labour migration)	<ul style="list-style-type: none"> • Rarely have technical education; • Access to arable land is limited (almost never by inheritance, only either through primary land allocation or from the secondary markets); • Strongly rely on natural resources; • Five times spend more time on home errands than men; • In ag sector mostly work as domestic labour or seasonal labour; • Lower wages in the labour market; • Limited access to finances, extension, inputs, irrigation, machinery due to patriarchal traditional norms; • Difficulties with withdrawal land share from HH plot in case of divorce; • Access to pasture resources through male relatives; • Limited participation in decision making processes and bodies. 	<ul style="list-style-type: none"> • Support from the paternal family; • Sell possessions; • Sell dowry; • Cultivating household plot to grow produces for market; • Small-scale home based processing; • Taking loan from informal sources or expensive non-collateralized group loans for short terms; • Reduction in consumption. 	<ul style="list-style-type: none"> • Access to pasture and other natural resources; • Improve social and physical rural infrastructure; • Access to finances; • Access to improved inputs, technology and extension; • Assist in establishing viable links with the market; • Access to business development skills and information; • Assistance to form marketing groups ; • Postharvest storage and processing techniques; • Diversification of farming systems. 	<ul style="list-style-type: none"> • Develop, implement and monitor implementation of the Gender Strategy for each project with specific approaches to women beneficiaries and women headed HHs to improve inclusiveness and benefits sharing; • Support gender sensitive and gender positive policies and legislation; • Tailored support to women in agriculture to address their specific needs and interests (household plot based production, small scale home based processing) • Provide support with access to finances; • Target women with specially tailored capacity building and empowering activities.

* All information on profile of beneficiaries were taken from the baseline surveys of the LMDPI (2014) and LMDPII (2016)

**Women headed households can be in all types of beneficiaries (subsistence, semi subsistence and rarely commercial farmers). Here is only information specific to WHH